



DOSSIERS MONDIAUX

LES DÉFIS DE LA MONDIALISATION



FÉVRIER 2006

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

DOSSIERS MONDIAUX



Rédacteur en chef	George Clack
Rédacteurs adjoints	Alexandra Abboud David Denny Rebecca Ford Mitchell Charlene Porter Jonathan Schaffer Robin Yeager
Rédacteurs associés	Mark Betka Paul Malamud Cheryl Pellerin
Réviseurs	Kathleen Hug Chandley McDonald
Documentalistes	Anita Green Martin Manning Kathy Spiegel Vivian Stahl
Conception graphique	Chloe Ellis Christian Larson
Photos	Ann Monroe Jacobs

Directrice de la publication	Judith Siegel
Réviseur exécutif	Richard Huckaby
Responsable de la production	Christian Larson
Responsable adjointe de la production	Chloe Ellis
Traduction	Service linguistique IIP/G/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris

Conseil de rédaction	Alexander Feldman Jeremy Curtin Kathleen Davis Kara Galles
----------------------	---

PHOTOS DE COUVERTURE: © PETER BECK/CORBIS; AP/WWP

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie cinq revues électroniques sous le logo « eJournal USA » – *Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis* et *La Société américaine* – qui examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Une nouvelle revue est publiée chaque mois en anglais et est suivie deux à quatre semaines plus tard d'une version en français, en portugais, en espagnol et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe et en chinois. Chacune de ces revues est cataloguée par volume (le nombre d'années de publication) et est numérotée (numéros publiés dans l'année).

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperliens; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, photographies et illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante:
<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa/french.html>.
Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, eJournal USA
IIP/T
U.S. Department of State
301 4th St. SW
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique
Courriel: iiptcp@state.gov

Avant-propos

La Banque mondiale définit la mondialisation comme étant « l'intégration progressive des économies et des sociétés du monde ». L'encyclopédie de l'internet Wikipédia la décrit comme « les mutations au sein des sociétés et de l'économie mondiale provoquées par l'augmentation spectaculaire du commerce et des échanges culturels mondiaux ». La revue britannique *The Economist*, enfin, l'apparente à la phrase d'une chanson de John Lennon : « Imaginez un monde sans pays. Ce n'est pas si difficile. » Il est clair que la mondialisation signifie différentes choses pour différentes personnes.

Dans la présente revue, nous tentons de cerner les divers aspects de la mondialisation. Les spécialistes que nous avons choisis en font le portrait sous de multiples éclairages, mais nous n'offrons ni prescriptions ni réponses définitives : notre unique ambition est d'aider le lecteur à approfondir sa connaissance d'un phénomène complexe et bien enraciné qui nous touche tous.

Nous débutons par un débat sur l'avenir de la mondialisation, animé par le journaliste James Glassman qui interroge l'économiste vénézuélien Moisés Naím et l'expert américain en commerce extérieur Claude Barfield. Ces observateurs chevronnés examinent la question sous tous ses angles, qu'il s'agisse de savoir si la mondialisation fera plus de victimes que d'heureux, ou si elle aura un effet sur les pratiques religieuses. Puis Josette Shiner, sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, commerciales et agricoles, étudie les liens qui peuvent exister entre une politique commerciale libérale et le taux de croissance économique d'un pays. Cette partie se termine par un entretien avec Daniel Pink, l'auteur de deux récents livres influents, *Free Agent Nation* et *A Whole New Mind*. Selon lui, la mondialisation agit non seulement sur notre mode de travail, mais aussi sur notre mode de pensée.

La section suivante s'attaque à une question vivement débattue : l'effet de la culture populaire américaine sur celle des autres pays du monde. Richard Pells, professeur à l'université du Texas, fait valoir que la culture américaine n'est qu'un amalgame d'influences étrangères, si bien qu'elle devient une sorte de culture mondiale. Une universitaire

allemande, Jessica Gienow-Hecht, lui répond par une analyse de la culture américaine telle que la conçoivent des intellectuels et des responsables étrangers. Une photothèque présente des musiciens populaires, des acteurs de cinéma et des athlètes célèbres dans le monde entier.

La dernière partie de notre revue aborde les défis et les avantages de la mondialisation. Le politologue Daniel

Griswold perçoit un lien entre le progrès économique et l'essor de la liberté, des droits de l'homme et de la démocratie dans les pays les plus touchés par la mondialisation. Une universitaire américaine, Louise Shelley, examine certains aspects défavorables du phénomène, notamment l'aubaine que représentent la liberté de déplacement et les progrès techniques pour les réseaux criminels et terroristes. Un spécialiste de la santé publique, le docteur Donald Henderson, analyse la menace que font peser les pandémies mondiales à notre époque où les personnes et les virus peuvent faire le tour du monde en quelques heures. Un encadré explique l'un des aspects positifs du « village planétaire », à savoir comment les communications rendent possible une meilleure coopération entre les nations au lendemain d'une catastrophe naturelle telle que le tsunami de 2004 dans l'océan Indien. Enfin, un universitaire, Stephen Heyneman, fait un tour d'horizon des ambitions communes des universités de beaucoup de pays.

L'un des points frappants de toutes ces discussions est le fait que la mondialisation y est perçue comme un phénomène permanent : « Il y a toutes sortes de groupes ou de personnes qui partagent les mêmes intérêts, les mêmes passions, les mêmes technologies, les mêmes passe-temps et qui se réunissent par-delà les frontières et constituent des collectivités virtuelles (...) qui créent une nouvelle dynamique politique », observe M. Moisés Naím. « Et c'est un mouvement irréversible (...) Les autres vagues de mondialisation que nous avons connues étaient institutionnelles ou commerciales (...) Aujourd'hui, nous avons la mondialisation de l'individu et c'est là la grande différence. » ■



Une touriste chinoise se repose devant un café Starbucks de Shanghai.

EUGÈNE HOSHINO © AP/WIDEWORLD



L'AVENIR DE LA MONDIALISATION

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / FÉVRIER 2006 / VOLUME 11 / NUMÉRO 1

<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>

L'AVENIR DE LA MONDIALISATION

6 Un entretien sur la mondialisation

JAMES GLASSMAN, CHARGÉ DE RECHERCHES À L'AMERICAN ENTERPRISE INSTITUTE; MOISÉS NAÍM, RÉDACTEUR EN CHEF DU MAGAZINE *FOREIGN POLICY*; ET CLAUDE BARFIELD, CHERCHEUR À L'AMERICAN ENTERPRISE INSTITUTE

James Glassman anime un débat sur la mondialisation.

14 Encadré: *Les Arctic Monkeys: premiers superstars anglais de l'ère iPod*

16 Encadré: *Les pérégrinations d'un tee-shirt* PIETRA RIVOLI, PROFESSEURE ASSOCIÉE DE FINANCES À LA FACULTÉ DE SCIENCES ÉCONOMIQUES DE L'UNIVERSITÉ DE GEORGETOWN

18 La politique économique transformatrice des États-Unis: liant commerce, croissance et développement

JOSETTE SHEERAN SHINER, SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCIALES ET AGRICOLES

Responsable de haut niveau du département d'État, Mme Shiner analyse la relation entre le commerce et la croissance économique.

21 L'évolution du cadre de travail: un entretien avec Daniel Pink

Consultant en affaires, conférencier et écrivain, M. Daniel Pink présente son point de vue sur les divers aspects de la mondialisation.

DÉBAT SUR L'IDENTITÉ CULTURELLE

27 La culture américaine est-elle « américaine » ?

RICHARD PELLIS, PROFESSEUR D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DU TEXAS À AUSTIN

Cet historien spécialisé dans la culture examine la nature et la popularité mondiale de la culture « américaine ».

32 Une Européenne examine l'influence de la culture américaine

JESSICA GIENOW-HECHT, PROFESSEURE D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ JOHANN WOLFGANG GOETHE DE FRANCFORT-SUR-LE-MAIN

Une spécialiste allemande des relations américano-allemandes présente une vue outre-Atlantique de la culture américaine.

36 Vedettes mondiales

Photothèque des célébrités du « village planétaire ».

À MENACES NOUVELLES, SOLUTIONS NOUVELLES

42 Mondialisation, droits de l'homme et démocratie

DANIEL GRISWOLD, DIRECTEUR DU *CENTER FOR TRADE POLICY STUDIES* AU *CATO INSTITUTE* DE WASHINGTON

Ce politologue spécialisé dans l'économie étudie le lien entre commerce, développement et réformes politiques.

46 La mondialisation de la criminalité et du terrorisme

LOUISE SHELLEY, PROFESSEUR À L'ÉCOLE DES SERVICES INTERNATIONAUX DE L'AMERICAN UNIVERSITY

Chercheuse de renom, Mme Shelley décrit les effets de la mondialisation sur la criminalité, le terrorisme et la corruption.

51 L'interdépendance mondiale au plan de la santé

D. A. HENDERSON, PROFESSEUR DE MÉDECINE ET DE SANTÉ PUBLIQUE À L'UNIVERSITÉ DE PITTSBURGH

Ancien chef du service médical chargé de l'éradication de la variole à l'Organisation mondiale de la santé, le Dr Henderson examine les multiples manières dont la santé des populations du monde a atteint un haut degré d'interdépendance à l'ère de la mondialisation.

55 Encadré: *Adaptation du Règlement sanitaire international aux réalités d'un monde plus solidaire*

56 Encadré: *Coopération pour la mise en place de systèmes d'alerte aux tsunamis*

58 La mondialisation de l'enseignement supérieur

STEPHEN HEYNEMAN, PROFESSEUR DE POLITIQUE INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION À L'UNIVERSITÉ VANDERBILT

Cet universitaire examine les tendances mondiales de l'enseignement supérieur.

62 Bibliographie (en anglais)

65 Sites Internet (en anglais)



VIDÉO EN LIGNE

ENTRETIEN SUR LA
MONDIALISATION

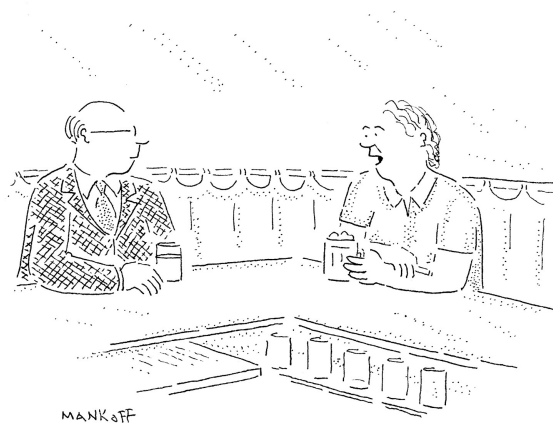
(PAGE 6 DE LA VERSION IMPRIMÉE)

- Qu'est-ce que la mondialisation ?
- Les inconvénients de la mondialisation
- Quel est l'avenir de la mondialisation ?

L'entretien (en anglais) est accessible dans son intégralité sur téléchargement MP3.

<http://www.usinfo.state.gov/journals/itgic/0206/ijge/ijge0206.htm>

INTRODUCTION



« Tu vois, je n'ai rien contre la mondialisation...
tant que ce n'est pas dans mon pré carré ! »

© THE NEW YORKER COLLECTION 2001 ROBERT MANKOFF DE
CARTOONBANK.COM; TOUS DROITS RÉSERVÉS.

En 2000, les services du Fonds monétaire international ont publié une étude thématique au titre évocateur : « La mondialisation : faut-il s'en réjouir ou la redouter ? ». Dans cette étude, ils décrivaient ainsi la mondialisation : « Ce processus historique est le fait de l'innovation humaine et du progrès technologique. Il évoque l'intégration croissante des économies de l'ensemble du monde, au moyen surtout des courants d'échanges et des flux financiers. »)

Lorsqu'ils pensent à la mondialisation, beaucoup de gens, il est vrai, ont dans l'esprit la libéralisation des échanges et, ces dernières années, les effets économiques de la mondialisation ont, sans conteste, dominé les débats sur ce thème. Mais la mondialisation a aussi toute une dimension culturelle et psychologique.

Dans les années soixante, l'analyste des médias Marshall McLuhan a forgé la fameuse expression « le village mondial » pour décrire le profond changement culturel qui survenait dans un monde où les ondes radio reliaient les quatre coins de la planète. Longtemps avant que ne se mette en place le monde câblé d'aujourd'hui, il a étudié comment les technologies de la communication étaient en train de bouleverser toutes les sociétés, les sociétés modernes, bien sûr, mais aussi celles qui étaient restées traditionnelles.

De nombreux universitaires ont analysé la question de façon plus poussée. Pour Arjun Appadurai, l'anthropologue indien qui est aujourd'hui vice-recteur de la *New School*

of Social Research de New York, la mondialisation est « le nom d'une nouvelle révolution industrielle (mue par les nouvelles technologies de l'information et de la communication) qui se met tout juste en place. Comme c'est un phénomène totalement nouveau, nous devons faire appel à toutes nos connaissances linguistiques et politiques pour tenter de la comprendre et de la gérer. » Pour cet auteur, la mondialisation est produite par cinq types de déplacements ou de mouvements internationaux, concernant respectivement les personnes, l'argent, les idées, les images médiatiques et enfin les technologies.

Lorsque les gens débattent de la mondialisation – souvent de façon passionnée – c'est généralement que les uns lui attribuent des effets principalement favorables et les autres des effets fondamentalement néfastes. Comme le dit le site Web de la Banque mondiale, la mondialisation « a été, ces dernières années, l'un des sujets les plus vivement débattus dans les forums de l'économie internationale. La croissance rapide et la réduction de la pauvreté en Chine, en Inde et dans d'autres pays qui étaient pauvres il y a 20 ans, ont été l'un des aspects positifs de la mondialisation. Mais celle-ci a également suscité une forte opposition internationale, certains craignant qu'elle n'accroisse l'inégalité et n'accélère la dégradation de l'environnement.

La mondialisation économique est souvent présentée comme une sorte de course, dans laquelle il y aurait des gagnants et des perdants. « La mondialisation présente

d'importantes possibilités de développement réellement mondial, mais elle avance inégalement, reconnaît l'étude thématique du FMI. Certains pays s'intègrent dans l'économie mondiale plus rapidement que d'autres. Les pays qui ont été capables de s'intégrer connaissent une croissance et une réduction de la pauvreté plus rapides».

« Aux États-Unis et dans les quelque 10 pays les plus riches du monde, dit pour sa part Arjun Appadurai, la mondialisation est certainement un mot à la mode ayant une coloration positive chez les élites du monde des grandes entreprises et leurs alliés politiques. Mais, pour les immigrés, notamment pour ceux qui ont la peau foncée et pour d'autres marginaux (ceux qui sont « du Sud » dans les pays « du Nord »), elle suscite des inquiétudes en matière d'intégration et d'emploi, la crainte d'une plus grande marginalisation. »

En fait, la mondialisation éveille des inquiétudes même aux États-Unis et dans d'autres pays développés lorsqu'elle prend la forme de délocalisations, d'un déplacement d'activités manufacturières ou de services vers les pays à bas salaires.

De son côté, l'économiste britannique Phillipe Legrain souligne les bienfaits culturels de la mondialisation. « L'avantage de la mondialisation, écrit-il, c'est qu'elle permet aux gens de se libérer de la tyrannie de la géographie. Le simple fait qu'une personne est née en France n'entraîne pas qu'elle soit condamnée à parler français, à manger de la cuisine française, à lire des livres français, à visiter des musées situés en France, etc. Un Français – ou un Américain, d'ailleurs – peut passer des vacances en Espagne ou en Floride, manger du sushi ou des spaghetti, boire du coca ou du vin chilien, regarder un succès hollywoodien ou un film d'Almodovar, écouter du bhangra ou du rap, pratiquer le yoga ou le kick-boxing, lire *Elle* ou *The Economist*, et avoir des amis dans le monde entier. »

Thomas Friedman, éditorialiste du *New York Times*, est également optimiste sur les effets de la mondialisation. Selon son dernier livre, *The World Is Flat* (Le monde est plat), les nouvelles technologies basées sur l'internet permettent de déplacer les activités n'importe où dans le monde pour trouver des compétences et des talents acceptant des bas salaires. La collaboration créative est renforcée. Des médecins indiens, situés à Bangalore, peuvent lire les radios de patients américains pendant que ceux-ci dorment – une évolution avantageuse pour les deux pays, dit-il. Elle place les concurrents sur un pied d'égalité.

Mais, même pour Thomas Friedman, la mondialisation a des aspects inquiétants. « L'aplatissement du monde signifie que nous relierons tous les centres de savoir de la

planète en un seul réseau mondial qui – si les politiciens et les terroristes ne se mettent pas en travers du chemin – peut déboucher sur une nouvelle ère de prospérité et d'innovation, écrit-il. Mais, pour moi, la vision de ce monde plat suscite également des craintes (...) Ce que je redoute vient du fait évident que, dans un monde plat, ce n'est pas seulement les créateurs de logiciels et les as de l'informatique qui prennent le pouvoir pour collaborer. C'est aussi Al-Qaïda et les réseaux terroristes. L'accessibilité du terrain de jeu ne favorise pas seulement un nouveau groupe d'innovateurs pour leur donner un pouvoir extraordinaire. Elle facilite aussi l'entrée en lice d'un nouveau groupe d'hommes et de femmes d'un tout autre genre : des humiliés furieux, animés par le ressentiment. »

Claude Smadja et Klaus Schwab, créateurs du Forum économique mondial – fondation suisse réunissant des dirigeants économiques, sociaux et politiques pour faire le point sur les problèmes du monde et tenter d'y proposer des remèdes – ont résumé le grand défi auquel est confrontée la mondialisation. « À un moment où l'on met de plus en plus l'accent sur l'autonomisation des gens, sur la démocratie qui progresse sur l'ensemble de la planète, sur la maîtrise de sa vie par chacun, la suprématie du marché imposée par la mondialisation est sans précédent, ont-ils écrit en 1999. Nous devons montrer que la mondialisation n'est pas simplement un mot codé signifiant une attention exclusive à la valeur pour l'actionnaire aux dépens de toute autre considération ; nous devons veiller à ce que la libre circulation des marchandises et des capitaux ne se développe pas au détriment des groupes les plus vulnérables de la population et ne remette pas en cause un certain nombre de normes sociales et humaines consacrées (...) Si nous ne trouvons pas le moyen de rendre la mondialisation plus intégrative, nous risquons de voir ressurgir les confrontations sociales aiguës du passé, portées cette fois à l'échelle internationale. »

George Clack
Rédacteur en chef

UN ENTRETIEN SUR LA MONDIALISATION



Nous avons réuni trois experts qui parlent de la mondialisation et de ses malaises.

Notre animateur, James Glassman, chargé de recherches à l'American Enterprise Institute, est un ancien éditeur, rédacteur et chroniqueur du Washington Post ; il est maintenant animateur du site Internet TCSDaily qui privilégie les rapports entre le high tech et la politique publique. Moisés Naim, rédacteur en chef du magazine Foreign Policy, est un économiste vénézuélien qui a travaillé à la Banque mondiale et a été ministre du commerce et de l'industrie du Venezuela dans les années 90. Il vient juste de publier un livre : Illicit: How Smugglers, Traffickers and Copycats Are Hijacking the Global Economy. Claude Barfield, ancien consultant auprès du représentant des États-Unis pour le commerce extérieur et chercheur à l'American Enterprise Institute, est un spécialiste du commerce. Il est l'auteur de Free Trade, Sovereignty, Democracy: The Future of the World Trade Organization » et travaille maintenant à un ouvrage sur la Chine.

Si beaucoup voient dans la mondialisation un phénomène récent, nos spécialistes expliquent que c'est un mouvement qui existe depuis longtemps sous

diverses formes, pratiquement depuis le moment où un pays a commencé à commercer avec un autre. De fait, la période qui va des années 1870 à la Première Guerre mondiale, qui a connu d'énormes changements dans les communications et les transports, a longtemps été considérée comme l'âge d'or de la mondialisation. L'entretien qui suit touche un large éventail de sujets : changements en Chine et en Europe de l'Est, avenir des États nations, contrefaçon et autres formes de commerce illicite, relations entre mondialisation et renaissance de la ferveur religieuse, et effets de la mondialisation sur les démocraties et les dictatures.

M. Glassman : Commençons par une question fondamentale : qu'est ce que la mondialisation ?

M. Barfield : Bon, tout le monde a une définition différente mais, pour parler en termes qui me sont familiers, je dirais que c'est l'impact des changements technologiques sur les pays, sur les sociétés au cours du temps. Et je pense que la mondialisation a un fondement profondément technologique. La mondialisation très étroitement maillée que nous connaissons aujourd'hui ne serait pas possible sans les progrès de ces dernières décennies dans l'efficacité

des transports (fabrication et livraison en juste à temps) appuyées sur la révolution dans les communications qui permettent maintenant, grâce à la messagerie instantanée, de toucher des personnes et des organisations partout dans le monde.



Claude Barfield

Je pense que cela remonte aux Grecs. À chaque fois qu'il existe un commerce entre divers pays ou diverses sociétés il y a un début de mondialisation parce qu'il y a des échanges d'idées, des déplacements, des transactions – des transactions commerciales – entre des peuples différents.

en Europe et aux États-Unis ou même dans les pays comme l'Argentine – qui était très avancée à l'époque – tous ces pays ont mené des politiques que l'on pourrait qualifier d'autarciques [visant à créer l'autosuffisance ou l'indépendance économique]. Ils se sont repliés sur eux-mêmes, ils ont

M. Glassman : Est-ce un phénomène nouveau?

M. Barfield : Non, je pense que cela remonte aux Grecs. À chaque fois qu'il existe un commerce entre divers pays ou diverses sociétés il y a un début de mondialisation parce qu'il y a des échanges d'idées, des déplacements, des transactions – des transactions commerciales – entre des peuples différents. C'est pour ainsi dire le début de la mondialisation. Nous ne sommes pas une collectivité humaine isolée sans aucun contact extérieur.

M. Glassman : Alors, vous la définissez en termes de commerce?

M. Barfield : En fait, j'essaie de la définir en termes de contextes sociétaux tout autant que d'échanges. Les deux périodes les plus récentes que l'on prend en compte sont la fin du XIX^e et le début du XX^e siècles, en gros des années 1870 à la Première Guerre mondiale, qui ont vu de grands changements technologiques dans les transports et les communications et un maillage très, très étroit, de fait plus étroit même qu'aujourd'hui, de ce qu'on pourrait appeler les pays développés. Et certains voient là ce que l'on pourrait appeler l'âge d'or de la mondialisation. Et puis le mouvement reprend progressivement après 1945, s'amplifie dans les années 70, 80 et 90 avec cette explosion de technologies de communications instantanées et de déplacements excessivement rapides.

Je pense que la politique menée par les pouvoirs publics peut avoir un impact sur la mondialisation. Il n'est qu'à regarder celle menée après 1920-21 aux États-Unis, et puis après le début de la Dépression au début des années 30

comprimé leurs échanges et réduit leurs investissements.

M. Glassman : Alors, ces sociétés autarciques, en reste-t-il d'importantes aujourd'hui?

M. Barfield : On pourrait dire que la Corée du Nord en est l'exemple typique aujourd'hui mais même cela est en train de changer. Je pense qu'il faut remonter aux systèmes autarciques institués par les Soviétiques en Europe de l'Est, où les politiques internes ne permettaient pas d'échanges importants.

M. Glassman : Certains disent que la mondialisation est une idée américaine, que le reste du monde adopte un concept américain. Est-ce exact?

M. Barfield : Uniquement dans la mesure où les États-Unis, vu leur position dans l'histoire du XX^e siècle, ont toujours été à la pointe de la technologie. Et c'était déjà vrai pendant la Dépression.

M. Glassman : Quels sont les bénéfices de la mondialisation?

M. Barfield : Les principaux bénéfices découlent de la capacité de consommer de meilleurs biens et de meilleurs produits à un moindre coût, d'avoir une meilleure qualité de vie. Cela commence par l'économie mais cela ne s'arrête pas là parce que les individus ont d'autres objectifs dans leur vie que des objectifs économiques. Je pense que la mondialisation est un moyen leur permettant d'atteindre ces autres fins, personnelles, nationales et sociétales.

M. Glassman : Moisés, dans votre dernier livre, *« Illicit: How smugglers, traffickers and copycats are hijacking the global economy »*, vous parlez de la mondialisation en termes de changements non seulement technologique mais aussi politiques. « Un des grands changements qui viennent souvent à l'esprit lorsque l'on pense à la dernière vague de mondialisation est celui de la révolution en politique, qui est aussi profonde et transformatrice que la révolution dans la technologie. » Dites-nous, cette révolution politique, a-t-elle pour cause la révolution technologique ou la révolution dans les communications? Comment est-elle arrivée?

M. Naim : Je ne crois pas que nous le sachions. Tout ce que nous savons c'est que tout est arrivé en même temps et que l'on a de fortes raisons de penser que plus les gens ont d'informations et plus ils sont libres d'apprendre comment les autres vivent. Cela les encourage à poursuivre eux aussi la liberté, à se battre pour elle. Il y a donc des liens entre les nouvelles technologies de la communication et des transports et les révolutions politiques des années 90 qui ont ouvert les frontières et ont créé une vague de démocratisation. Il sera très difficile de déterminer les rapports de cause à effet mais cela n'est pas important. Tout ce que nous savons c'est que les deux choses ont convergé, et c'est cela qui est important.

Une des choses que j'essaie de faire dans mon livre c'est de découpler l'association fréquente mondialisation-commerce ou mondialisation-investissement ou encore mondialisation-économie. Je pense qu'il est très important de comprendre que le monde est intégré de manières qui dépassent l'économie et le commerce. Par exemple, les attentats du 11 septembre sont un exemple de mondialisation. L'attaque sur le World Trade Center a son origine dans les désordres politiques des antipodes. Les terroristes ont utilisé les outils et les technologies de la mondialisation. Ils ont aussi profité des occasions offertes par l'ouverture des frontières découlant des changements politiques.

M. Barfield : Je suis d'accord. Et je ne suis pas certain des dimensions de la révolution politique. Mais j'ajouterai une note de prudence. Tout ceci est un puzzle que nous allons devoir reconstituer dans les années qui viennent, et pas seulement nous, tout le monde. Avec la mondialisation, la technologie passe outre les frontières et les gouvernements n'ont plus autant de contrôle sur leurs ressortissants qu'avant, mais l'État nation est toujours le seul centre de la légitimité démocratique. Il n'y a pas de démocratie au-dessus de l'État nation. Cela arrivera peut-être un jour, mais il faut faire avec ce que l'on a dans le cadre du possible, et avec ce que



BULLIT MARQUEZ ©AP/WWWP

Le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy (à droite), et M. John Tsang, secrétaire général du commerce de Hongkong et président de la 6^e Conférence ministérielle de l'OMC, se félicitent mutuellement à la fin des six jours du Sommet de décembre 2005.

l'État peut légitimement faire et ce qu'il doit abandonner. Et nous débattons de cela. Il n'est qu'à prendre par exemple la position du gouvernement américain envers la Cour pénale internationale ou sur les compétences dont nous devons investir les Nations unies voire l'Organisation mondiale du commerce.

M. Glassman : Beaucoup de gens prédisaient qu'avec la mondialisation de la technologie, l'État nation allait se ratatiner comme une peau de chagrin. C'est encore trop tôt pour voir son dépérissement mais pensez-vous que cela va arriver?

M. Naim : Non. Mais je suis d'accord que l'État nation est au cœur, un élément organisateur central du système international. On parle beaucoup de la dégénérescence de l'État nation mais franchement, je pense que c'est du bla-bla. Je pense que l'État nation a encore de beaux jours devant lui. Ce qui arrive, c'est que les États nations sont transformés par la mondialisation, transformés par les politiques libérales inhérentes aux nouvelles technologies. Et les contraintes sur les États nations se font plus dures que dans le passé. Parlez à n'importe quel chef d'État aujourd'hui, même à ceux de gouvernements autoritaires, et il vous dira qu'il est très limité ou plus limité que par le passé.

M. Glassman : De quelle sorte de contraintes parlez-vous? Est-ce le fait que les populations ont plus accès au monde extérieur, ou les flux de capitaux dans les pays?

M. Naim : Les deux. Les dirigeants autoritaires doivent

composer avec les marchés obligatoires et les systèmes financiers internationaux qui limitent leurs options économiques. Ils doivent faire face à toutes sortes de contraintes et de possibilités en matière de commerce. Et il y a les normes internationales. Ils ne peuvent plus torturer aussi ouvertement et impunément qu'avant. Cela arrive et continue à arriver, mais un des résultats intéressants de la mondialisation et des changements des années 90 est que les dictateurs ne dorment plus aussi bien la nuit. Aujourd'hui, ils ne vont plus toujours de leurs palais présidentiels à leurs résidences et villas sur la Riviera. Certains finissent comme Milosevic, devant un tribunal.

M. Glassman : J'aimerais parler des inconvénients de la mondialisation puisque Claude a déjà parlé de ses avantages : croissance économique, exposition plus grande aux idées nouvelles et, peut-être, démocratie accrue et moindre pouvoir des dictateurs. Votre livre parle d'un des problèmes de la mondialisation. Vous dites être convaincu que plus en plus d'idées ou de choses sont volées ou plagiées. Vous commencez par une anecdote merveilleuse, disant comment l'autobiographie de Bill Clinton a été volée en Chine et quelque peu réécrite. Est-ce que c'est quelque chose qui doit vraiment nous inquiéter ? Est-ce un drain sur les ressources d'un pays que le fait d'en consacrer de plus en plus à produire de la propriété intellectuelle ?

M. Naim : C'est une bonne question. Lorsque l'on pense aux pays et à l'explosion du commerce international de contrefaçons, les exemples qui viennent immédiatement à l'esprit sont les chaussures de tennis très chères que l'on peut acheter pour une fraction de leur prix si elles sont contrefaites, ou les sacs de dame à la mode, ou les DVD des films et la musique qui sont constamment copiés et utilisés sans être payés. Et la question qui se pose alors est de savoir qui, en fait, est lésé dans l'histoire ?

Mais on oublie plusieurs choses. D'abord que les filières de commerce illicite sont liées les unes aux autres et que souvent la personne qui vous vend le sac à la mode, le vendeur de la rue, est souvent aussi illicite que le sac qu'il vous vend. Il a probablement fait l'objet d'un trafic d'un autre pays et il est exploité par les réseaux de traite des personnes qui vendent ces objets contrefaits. Il est comme un travailleur asservi qui essaie de rembourser la dette qu'il doit aux trafiquants.

Très souvent ces travailleurs ne sont pas des volontaires heureux. Très souvent, ils ont été séduits – dans le cas notamment de la traite internationale des femmes – par la possibilité, par l'idée qu'ils allaient sortir de l'Europe de



Des exploitants agricoles sud-coréens se préparent à manifester contre la réduction des obstacles au commerce du riz lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Hongkong en décembre 2005.

l'Est pour aller travailler comme domestique en Europe de l'Ouest, et puis ils ont été obligés de se prostituer et ils sont exploités. C'est une énorme partie de ce commerce.

Si l'on revient aux contrefaçons, on peut plaisanter en pensant à la montre qui coûte 5 000 dollars et que l'on achète 20 dollars dans les rues de Manhattan et c'est amusant, mais d'autres choses sont contrefaites et elles sont très dangereuses. Il y a les pièces d'avion contrefaites qui sont défectueuses et qui font que les avions s'écrasent. Il y a les médicaments contrefaits qui, au lieu de guérir, tuent. Il y a toutes sortes de dimensions à ces échanges et elles ne sont pas aussi faciles à tolérer que les montres ou les sacs à main.

M. Glassman : Claude, parlons un peu des images plus connues de la mondialisation. Je reviens d'une réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Hongkong et il y avait quelques riziculteurs sud-coréens qui ont attiré beaucoup d'attention par leurs manifestations, et ils se plaignaient de ce que, si la Corée s'ouvrait au commerce du riz, ils allaient se trouver sans travail. Nous ne savons rien faire que la riziculture, disaient-ils. Nous ne sommes pas bons à grand-chose d'autre. Ce sont des personnes âgées. Et le riz ne coûte pas tellement cher de toute façon. Alors, est-ce que le dilemme des riziculteurs est un des côtés négatifs de la mondialisation ou est-ce, à terme, quelque chose de positif ?

M. Barfield : Je pense que tous les pays sont coupables et ne traitent pas des côtés négatifs de l'ouverture de leurs marchés aux échanges ou aux investissements parce



HUANG SHENGANG @AP/XINHUA/WWP
Des fonctionnaires des douanes chinoises inspectent des produits électroniques de contrefaçon dans une affaire impliquant 460 000 fausses piles SONY et 30 000 faux écouteurs SONY.

que, fondamentalement, leur politique est inadaptée. Ces fermiers sud-coréens, c'est ce qu'ils font depuis des générations et personnes n'a essayé – sauf par les départs naturels, ce qui est exactement ce qui se passe maintenant en Corée du Sud – personne n'a essayé de faciliter les changements, la transition vers l'ajustement. Je pense que tous les pays sont coupables. Nous ne savons pas exactement comment amener cet ajustement mais le pays qui le tente – que ce soit la Corée du Sud ou les États-Unis – est moralement ou socialement tenu d'intervenir.

Mais toute médaille a son revers. Dans le cas du mouvement altermondialiste, on trouve une large part de romantisme, que nous devrions laisser en paix les tribus du haut bassin de l'Amazone ou les fermiers pauvres du sud du Mexique, que c'est quelque chose de terrible qui leur arrive, que le pays s'ouvre. Mais imaginez la vie de ces personnes. Vous voyez, nous pensons au bon vieux temps – à la bonne vie à la campagne au XIX^e siècle. Mais même dans nos exploitations américaines du Midwest et du Sud, les jours étaient longs, l'éducation absente et le travail pénible. Alors, sur le plan de la politique à appliquer, je pense que ce sont les questions de transition qui sont importantes. Mais comme l'a dit mon collègue, nous ne pouvons pas stopper. La question est de savoir comment rendre l'ajustement plus acceptable d'un point de vue social ou d'un point de vue moral.

M. Glassman : Pensez-vous, comme certains le disent, qu'une des manières de le rendre plus acceptable serait d'éliminer les obstacles commerciaux à un rythme différent dans les pays en développement et dans les pays développés ?

M. Barfield : Les États-Unis, les Européens et les pays développés disaient, donnez-nous dix ou quinze ans pour les textiles et l'habillement, qui sont les secteurs les plus protégés de la plupart des économies. Alors, au début des années 90, nous avons dit, donnez-nous ces dix ans. Et de la même manière, les pays en développement disent, donnez nous 10 ou 15 ans de plus, mais le problème c'est que personne ne fait rien.

Alors, je ne vois pas d'inconvénient à leur donner plus de temps mais ce temps doit être fixé de manière aussi rigoureuse que possible. Et il faut également se souvenir que, ce dont les pays en développement parlent lorsqu'ils parlent de traitement spécial ou différentiel, c'est de se laisser exploiter par leurs monopoles locaux ou leurs industries inefficaces pendant encore plus de temps. Alors je ne pense pas que nous leur rendions vraiment service.

M. Glassman : Outre le commerce illicite des contrefaçons, y a-t-il d'autres inconvénients à la mondialisation ?

M. Naim : Elle a des conséquences négatives et certaines d'entre elles commencent à se manifester. Elle cause un sentiment de malaise généralisé dans la population. Vous savez, une grande partie de la résistance vient du sentiment que quelque chose d'important arrive – des changements qui affectent très profondément la manière dont les gens vivent, qui vont affecter la manière dont les entreprises vont survivre ou non. Des pans entiers de l'économie se redéfinissent. Ici, aux États-Unis, l'an dernier, il y a eu un débat très vif sur les délocalisations, sur l'idée d'employer des agents en Asie ou en Inde pour faire ce qui était fait ici et on a pu détecter une anxiété sans commune mesure avec les pertes d'emplois. Si l'on mesure les emplois perdus pour cause de délocalisation, leur nombre est très faible. Mais l'ampleur du débat aurait fait croire que des centaines de milliers d'Américains avaient perdu leur emploi. Ce qui n'est pas le cas.

Alors la mondialisation est cause d'anxiété parce qu'on a l'impression qu'elle amène des changements qui nous touchent tous et que nous ne savons pas, en fin de compte, si nous, nos familles, nos entreprises et nos collectivités seront touchées ou non.

M. Glassman : J'ai toujours pensé que la mondialisation était un exemple de phénomène dont les avantages sont largement répartis et les inconvénients très limités, affectant des secteurs précis – l'industrie de la chaussure en Amérique ou la riziculture en Corée – et les travailleurs manifestent et poussent de hauts cris, mais vous parlez, vous, d'un malaise plus répandu. Est-il justifié par les faits ?

M. Naim : Le meilleur exemple est celui que vous avez donné, celui des riziculteurs sud-coréens, parce que je me demande où étaient les consommateurs de riz lors de cette réunion? C'est vrai que toute une génération de riziculteurs sud-coréens va souffrir du changement des règles du commerce international du riz. Mais les bénéficiaires

de l'ouverture du marché et de l'élimination des subventions – les subventions qui faussent le marché du riz – seront beaucoup plus nombreux. Ce sont les consommateurs qui ne sont pas représentés aux réunions parce que chacun d'entre eux va bénéficier d'une manière infime, parfois même imperceptible, alors que les agriculteurs coréens vont être touchés de manière très palpable. Il est donc plus facile de les mobiliser et de les organiser.

Je vois ce que vous voulez dire et vous avez raison, mais il y a quelque chose d'autre. Et je pense que nous essayons de nous faire à un monde nouveau, alors que les idéologies traditionnelles du passé – vous savez, le socialisme ou le communisme version Union soviétique – donnaient aux individus des points de repère leur permettant de comprendre le monde et d'interpréter les changements, un monde dans lequel il y avait deux superpuissances qui s'équilibraient mutuellement. Maintenant, il n'y en a plus qu'une et tous les jours nous entendons parler de choses que nous ne savons pas comment interpréter, du clonage à ce que l'on trouve sur la Toile, du commerce illicite et de la guerre en Irak aux kamikazes internationaux qui sont prêts à tuer et à mourir.

M. Barfield : Et cela n'est pas seulement vrai dans les sociétés fermées; c'est aussi vrai aux États-Unis. Historiquement parlant, nous sommes une société mobile qui accepte les nouvelles idées plus facilement et sans trop d'inquiétude, à la différence d'autres. Mais je pense que si l'on sort du domaine de l'économie, on sent mieux qu'il y a des forces que nous ne savons pas contrôler. Je parle des individus, pas des gouvernements. Et ce sentiment émane de partout, de la biotechnologie à l'impact extraordinaire de la révolution de l'information.



James Glassman

Y a-t-il un lien entre la mondialisation et le regain de ferveur religieuse – certains l'appellent le fondamentalisme – que nous voyons non seulement dans le monde musulman mais aussi dans les autres religions ?

Je crois que les jeunes acceptent mieux cela et le comprennent. Ils savent manipuler leurs portables et leurs ordinateurs mais ils sont d'autant plus conscients de ce qu'il y a quelque chose dans la technologie qui est effarant, même pour eux.

M. Glassman : Mais est-ce que les choses sont plus hors de notre

contrôle qu'avant ou bien est-ce que nous en savons plus de ce qui se passe dans le monde? En d'autres termes, je reviens au rôle de la communication, qui peut avoir des effets bénéfiques mais qui peut aussi être cause d'anxiété. Par exemple, nous voyons que le nombre des catastrophes naturelles augmente mais beaucoup de scientifiques disent que ce n'est pas le cas, c'est tout simplement que nous savons mieux ce qui se passe.

M. Barfield : Je pense que c'est un peu des deux. Les gens disent – vous connaissez ces histoires du début ou de la moitié du XIX^e siècle, les gens qui voyaient les premiers trains en avaient une peur bleue. Ou bien votre première radio qui vous transportait au-delà de votre province ou de votre ville aux États-Unis. Mais je pense – je pense que c'est la portée des changements qui viennent de partout et dans toutes les disciplines – technologiques autant que scientifiques.

M. Glassman : Moisés, y a-t-il un lien entre la mondialisation et le regain de ferveur religieuse – certains l'appellent le fondamentalisme – que nous voyons, non seulement dans le monde musulman mais aussi dans les autres religions?

M. Naim : Nous le voyons aux États-Unis. Sans aucun doute. Il en résulte un mouvement vers une religiosité accrue et une pratique plus formelle de la religion, et un renforcement des interprétations fondamentalistes de la religion dans la vie de tous les jours, même dans la politique. Je pense que derrière votre question se cache une hypothèse fascinante, qu'à mesure que le monde change à cause de la mondialisation ou de la révolution de l'information et que



Grâce à l'expansion de la technologie moderne, Amina Harun peut communiquer sur son portable en vendant des pastèques sur le plus grand marché de fruits et de légumes du Kenya.

dans la mesure où tous les changements dont vous avez parlé nous touchent, les gens cherchent des points d'attache. Ce qui arrive, c'est que la prévisibilité s'efface. Les gens pensaient que leur vie allait suivre plus ou moins la même trajectoire que celle de leurs voisins et de leurs parents. Maintenant, on a le sentiment que toutes sortes de choses peuvent vous arriver – des choses merveilleuses mais aussi des choses terribles qui font que votre vie et celle de votre famille ne vont plus ressembler à celle de vos voisins ou de vos parents ou de vos frères ou de vos sœurs.

Alors, dans ce climat d'incertitude, de peur de ne pas savoir où tout cela mène, les gens ont besoin de quelque chose à quoi se raccrocher et la tentation est grande de se raccrocher à la religion. Dans certains pays. Dans d'autres, la religion a remplacé l'espoir de prospérité comme mode de penser. Dans une grande partie du Moyen-Orient, comme vous le savez, les performances économiques, même dans les pays riches, sont ternes. Et si vous ajoutez à cela la dimension démographique, où un grand nombre de jeunes n'a pratiquement aucun espoir, aucun espoir de voir la politique s'améliorer ou de participer à la vie publique et à la vie politique du pays, aucun espoir de prospérité et d'acquiescer des biens matériels, alors la religion devient un choix intéressant. C'est souvent le seul choix possible en termes de consécration de sa vie à une cause, à une idée, à un espoir ou à un sentiment, la ferveur religieuse.

M. Barfield : À mon avis, la chose vraiment fascinante est que le Moyen-Orient doit être au premier plan de la transition. Réfléchissez un peu à ce qui arrive. Nous avons

parlé de déracinements et de changements. Imaginez un jeune, dans les années 60 ou 70 ou 80, en Chine et imaginez ce qu'il dit. Et maintenant, imaginez la génération qui monte, prenons celle des jeunes Chinois. Dans mon Institut, nous avons des jeunes, de jeunes Chinois qui sont convaincus qu'il y aura une sorte de démocratie. Et ce sont de futurs hommes d'affaires, pas des rêveurs, et pourtant la transition va être très difficile.

M. Glassman : Laissez-moi poser la question, c'est presque un cliché, mais j'aimerais avoir une réponse. Est-ce que la mondialisation – définissons-la en termes économiques comme désignant une économie plus ouverte, une économie plus axée sur le marché – est-ce qu'elle mène à la démocratie ?

M. Naim : Il est trop tôt pour le dire. Nous ne savons pas.

M. Glassman : Pas seulement en Chine mais n'importe où ?

M. Naim : N'importe où. Souvenez-vous que nous avons connu des vagues de mondialisation par le passé. Ce n'est pas la première fois que le monde connaît un intense mouvement d'intégration de différentes économies. Celui-ci a débuté à grande vitesse pendant les années 90, du fait de la révolution de l'information jointe à la chute de l'Union soviétique, à l'ouverture de pays jusque-là fermés. Il se poursuit aujourd'hui et à une vitesse et en des manières que nous ne comprenons pas vraiment. Dans certaines régions, la mondialisation crée des conditions favorables aux démocraties ; dans d'autres, elle freine la démocratie.

M. Glassman : Où freine-t-elle la démocratie.

M. Naim : Je pense par exemple aux pays producteurs de pétrole où la mondialisation a créé des marchés très importants. En ce moment, le prix du pétrole est très élevé en grande partie à cause de ce qui se passe en Chine et de la croissance marquée de l'économie mondiale. Cela crée un flux de revenus pour les gouvernements autoritaires et ces revenus élevés bloquent les réformes économiques et démocratiques.

M. Barfield : Je ne dis pas le contraire mais je pense qu'il est dommage qu'ils aient cette ressource et que les forces de la mondialisation les touchent moins.

M. Glassman : Je pense que le grand problème est que c'est le gouvernement qui possède et contrôle cette ressource.



Des clients indiens se promènent dans un des centres commerciaux de Gurgaon, au sud de New Delhi.

M. Barfield : C'est vrai mais le fait est que ces pays pétroliers n'ont pas à se démener comme ont dû le faire le Brésil, l'Argentine ou le Chili par exemple. Toute la question, pour revenir à votre question originale, est de savoir si la mondialisation amène « naturellement » la démocratie ? La réponse est non. Mais c'est une question qui partage les milieux intellectuels – et je crois que le livre de M. Naim y touche – entre les réalistes et les soi-disant internationalistes libéraux. À l'institut où je travaille, ceux qui travaillent dans la sécurité et la diplomatie disent que les économistes ou les pro-mondialistes disent qu'elle va amener la démocratie. Mais, si l'on regarde la Chine – cela ne semble pas être arrivé. Et je suis d'accord. Je ne pense pas qu'il y ait une progression naturelle.

Il est cependant vrai qu'avec la mondialisation, et même si le gouvernement chinois peut contrôler en partie l'internet, et qu'il contrôle les autres sources d'information, il est impossible aujourd'hui de contrôler l'accès de la population à l'information en la bouclant comme il était possible de le faire en Europe de l'Est, en Hongrie et en Tchécoslovaquie dans les années 50 et 60 ou en Chine dans les années 60. Et puis, il faut se rendre compte que les Chinois laissent aussi leurs étudiants aller partout dans le monde. Si vous êtes un dirigeant autoritaire, vous avez libéré des forces qu'à terme vous ne serez plus en mesure de contrôler. Je ne sais pas si elles conduiront à la démocratie mais il ne fait aucun doute qu'elles vont déstabiliser le gouvernement en place, quel qu'il soit.

M. Glassman : Vous êtes d'accord ?

M. Naim : Tout à fait. Et souvenons-nous une seconde que la majorité de la population aujourd'hui vit sous des régimes non démocratiques. C'est la norme. Une personne normale aujourd'hui est une personne qui ne mange pas trois repas par jour, qui ne reçoit pas ses informations de sources indépendantes, si elle en reçoit. Un tiers de l'humanité n'a pas de téléphone et n'a jamais utilisé de téléphone, et la plus grande partie de l'humanité ne vit pas en démocratie.

La majorité des enfants du monde ne va pas à l'école et la majorité des habitants du globe n'a pas de travail rémunéré.

M. Barfield : Mais il faut être prudent : je pense que l'on peut dire que jamais dans l'histoire de l'humanité autant de personnes n'ont vécu sous une forme ou l'autre de démocratie.

M. Glassman : Je pense que le nombre des démocraties a en fait triplé au cours des 30 dernières années, bien que la majorité des individus ne vive pas dans des démocraties si l'on compte la Chine parmi les pays non démocratiques comme le font la plupart des gens.

Essayons de voir où va la mondialisation. Nous avons eu des périodes de mondialisation dans notre histoire mais la dernière s'est arrêtée brutalement pendant longtemps, pendant au moins 40 ou 50 ans. Est-ce que nous allons voir la même chose se reproduire ? Est-ce que la mondialisation va durer ou est-elle cyclique ?

Ce qui me préoccupe particulièrement c'est que dans le monde en développement, il y a un grand nombre de gens qui sont restés en dehors du processus de mondialisation. Y a-t-il quelque chose que nous puissions faire ?

M. Barfield : Je pense que si on regarde ce qui se passe dans les pays en développement – laissons de côté ce que disent les politiques et ce qu'ils vont signer ou ce que vont signer les chefs d'État lors des négociations commerciales de Hongkong. Prenons simplement l'Asie de l'Est ou même l'Amérique latine et reposons la question. Ces pays refusent de signer des traités qui entérinent les droits des investisseurs ou les investissements mais ils ouvrent grand leurs frontières.

Et il faut aussi se souvenir d'une autre chose, en termes de commerce, l'ouverture volontaire des marchés – nous ne parlons pas des négociations – est énorme dans pratiquement toutes les régions du monde à l'exception peut-être de l'Afrique et du Moyen-Orient. Ce que l'Argentine

et l'Indonésie ont fait en termes d'investissement au cours des 20 dernières années dépasse de loin ce qu'ils ont mis sur papier, mais c'est arrivé. En d'autres termes, ils sont convaincus. Ils voient que c'est ce qu'il faut faire mais ils hésitent à se faire traîner devant l'Organisation mondiale du

commerce et toute autre organisation internationale pour s'entendre dire ce qu'ils doivent faire. Ils veulent pouvoir s'ouvrir aux étrangers, à la General Motors ou à General Electric mais ils ne veulent pas que l'on vienne leur dire qu'ils doivent appliquer les mêmes règles que vous dans votre société autonome au Brésil ou au Chili ou au Mexique.

M. Glassman : Mais d'une manière générale, vous êtes



Moisés Naím

L'internet est utilisé par les jeunes pour communiquer avec d'autres jeunes partout dans le monde. Il y a toutes sortes de groupes ou de personnes qui partagent les mêmes intérêts, les mêmes passions, les mêmes technologies, les mêmes passe-temps et qui se réunissent par-delà les frontières et qui constituent des collectivités virtuelles ayant toutes sortes d'activités et de capacités et qui créent une nouvelle dynamique politique.

optimiste en ce qui concerne les pays en développement et le reste du monde ?

M. Barfield : Tout à fait.

M. Naim : Ici encore, si on prend la définition de la mondialisation fortement teintée de commerce et d'investissement, c'est vrai. Les cycles commerciaux

connaissent des hauts et des bas et on peut voir une résurgence de protectionnisme.

M. Glassman : Croyez-vous que c'est ce qui se passe ?

M. Naim : Non, je pense que les échanges sont forts et libres. Le commerce international progresse chaque année et il progresse plus que le PIB mondial. Oui, il existe toutes sortes d'obstacles au commerce et il existe toutes sortes de

Les Arctic Monkeys : premiers superstars anglais de l'ère iPod

Les Arctic Monkeys de Sheffield, en Angleterre, dernier en date des groupes musicaux indépendants de moins de vingt ans de ce pays, donnent l'exemple de la manière dont les jeunes utilisent l'internet pour « rencontrer » leurs pareils partout dans le monde. À l'heure actuelle, le chanteur Alex Turner, le bassiste Andy Nicholson, le batteur Matt Helders et le guitariste Jamie Cook détiennent le record anglais des ventes du premier album après que le leur se soit vendu au rythme incroyable de 360.000 exemplaires pendant sa première semaine.

Ce succès est à porter au compte de leur utilisation de l'internet. Les Arctic Monkeys ont commencé à distribuer leur premier CD de démonstration gratuitement en

2003-2004. Leur base de fans s'est rapidement développée lorsque ces pistes de démonstration ont été transférées sur la Toile pour que les autres jeunes puissent les télécharger et les écouter. Bientôt, les fans venaient de loin assister aux concerts des Arctic Monkeys qu'ils surprenaient en chantant avec eux les paroles des chansons qu'ils exécutaient.

Certains voient dans les Arctic Monkeys les premiers superstars de l'ère iPod. La suite dira si c'est juste ou non. Mais leur succès montre comment les technologies comme l'internet rapprochent les personnes partageant les mêmes intérêts. Cette réussite a permis au groupe d'élargir son audience mondiale puisqu'ils ont sorti leur premier CD aux États-Unis le 21 février 2006.



PHOTOGRAPH BY TABATHA FIREMAN / REDFERNS MUSIC PICTURE LIBRARY

subventions et de distorsions mais les échanges progressent.

Prenons une définition plus large de la mondialisation, qui inclut plus que les échanges et les investissements, et comparons-la à ce que l'on a vu au XIX^e siècle. Lorsque le télégraphe est arrivé il y a eu cette explosion de communications dans le monde. Mais le télégraphe était surtout utilisé par les institutions. Au lieu de cela nous avons l'internet qui est utilisé par les jeunes pour communiquer avec d'autres jeunes partout dans le monde. Il y a toutes sortes de groupes ou de personnes qui partagent les mêmes intérêts, les mêmes passions, les mêmes technologies, les mêmes passe-temps et qui se réunissent par-delà les frontières et qui constituent des collectivités virtuelles ayant toutes sortes d'activités et de capacités et qui créent une nouvelle dynamique politique. Et c'est un mouvement irréversible car, comme l'a dit M. Barfield, il est possible de contrôler l'internet, mais uniquement dans certaines limites.

Alors, c'est parti. Les gens s'organisent. C'est la mondialisation la plus individualisée que l'on ait jamais vue. Les autres vagues de mondialisation que nous avons connues étaient institutionnelles ou commerciales, les acteurs principaux étaient des compagnies de commerce. Aujourd'hui, nous avons la mondialisation de l'individu et c'est là la grande différence. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Les pérégrinations d'un tee-shirt

PIETRA RIVOLI



Tout a commencé à une réunion de l'Organisation mondiale du commerce en 1999. Un manifestant a demandé à Pietra Rivoli, professeure associée de finances à la faculté de sciences économiques de l'université de Georgetown, « qui a fait votre tee-shirt? ». À la recherche d'une réponse, Mme Rivoli s'est rendue

en Chine, au Texas et en Tanzanie, apprenant par elle-même les complexités de l'économie mondiale. Elle raconte son histoire dans The Travels of a T-Shirt in the Global Economy: An Economist Examines the Markets, Power and Politics of World Trade (Les pérégrinations d'un tee-shirt dans l'économie mondiale: une économiste examine les marchés, le pouvoir et la politique du marché mondial). Dans l'article qui suit, elle se remémore ses expériences et évoque le pouvoir du marché, capable de réunir des individus de milieux et de pays divers.

Lorsque j'ai décidé de suivre mon tee-shirt autour du monde, je voulais simplement pouvoir raconter une bonne histoire, pas prouver quoi que ce soit ou donner une leçon – bien que l'on puisse certainement tirer des leçons de mes voyages. J'avais le pressentiment que ce simple article d'habillement avait une histoire fascinante à raconter, une histoire qui intéresserait tous ceux qui s'habillent le matin et je voulais la raconter.

J'ai découvert que partout dans le monde, les gens aiment expliquer les choses aux professeurs. Ce doit leur donner un plaisir un peu pervers. Que ce soit dans une exploitation de coton au Texas ou devant un étal de tee-shirts en Afrique, les gens voulaient m'expliquer leur

place dans l'économie mondiale, comment fonctionnait leur petit microcosme dans la mondialisation ; ils voulaient que je comprenne la complexité, la difficulté mais aussi l'intérêt des défis auxquels ils devaient faire face chaque jour.

Dans mes déplacements dans le monde, lors de mes interviews pour le livre, j'ai entendu bien des points de vue contradictoires, des opinions sur les subventions cotonnières et la politique commerciale, sur la Chine et les pertes d'emplois, mais je n'ai jamais rencontré de « méchant ». Il n'y a pas de méchants dans l'histoire de mon tee-shirt. Tous les commerçants, tous les entrepreneurs, tous les politiciens de la vie de mon tee-shirt essayaient simplement d'aller de l'avant dans un marché concurrentiel, un marché qui change souvent sous leurs pas.

J'ai écrit ce livre pendant une époque agitée, quelquefois même empreinte de tragédie, qui a connu les attentats du 11 septembre 2001, les guerres d'Afghanistan et d'Irak, les attentats terroristes à la bombe en Europe et une élection amèrement contestée aux États-Unis. Mais dans mes voyages des exploitations de coton du Texas aux usines chinoises, des bureaucrates de Washington aux fripiers de troisième génération descendants d'immigrants juifs et aux importateurs musulmans en Afrique de l'Est, j'ai été frappée par la manière dont tout le monde s'entendait. Alors que les bombes tombaient, ces musulmans, juifs, noirs et blancs restaient amis à cause de mon tee-shirt. Le fil et la toile les liaient les uns aux autres, le commerce mondial les liait ensemble. Ils n'avaient pas le choix, ils devaient poursuivre leur dialogue. Les petits de ce monde s'entendaient ensemble alors que les grands se faisaient la guerre. Quels que soient les débats sur le commerce, il m'est apparu après mes voyages que le commerce est un instrument de paix et de compréhension. J'ai la bonne fortune que tous ceux dont j'ai parlé dans mon livre sont restés mes amis et j'espère que mes lecteurs aimeront autant que moi les acteurs de l'histoire de mon tee-shirt.

J'ai longtemps enseigné dans une école de commerce et je sais combien il est facile d'ennuyer en parlant de déficit commercial, de concurrence ou de chômage. Mais tout le monde aime une bonne histoire.

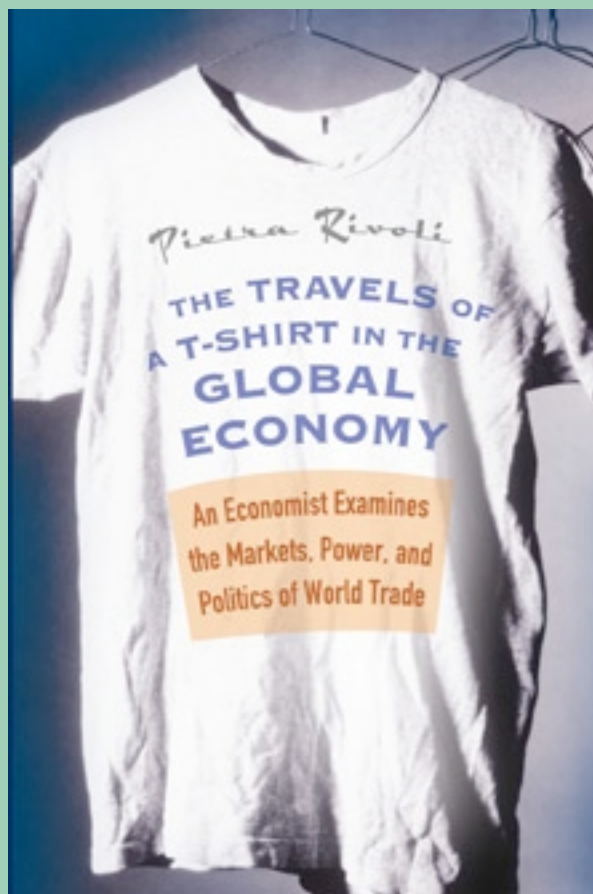
Certains professeurs évitent de raconter des histoires dans leur enseignement et leur recherche, pensant qu'elles diminuent leur crédibilité ou leur poids intellectuel. Mais dans la mesure où nous racontons toute l'histoire, pas simplement des anecdotes destinées à prouver nos dires, les histoires peuvent nous aider à comprendre les complexités des échanges et du commerce international. J'espère que l'histoire de mon tee-shirt fait partie de celles-là.

Depuis la sortie de mon livre, mon premier, j'ai connu quelques moments passionnants, des moments où j'ai dû me pincer pour m'assurer que je ne rêvais pas. Le premier a été quand j'ai appris que Time en publiait un compte rendu ; le deuxième lorsque j'ai répondu au téléphone et que je me suis trouvée en ligne avec Adam Nicholson, correspondant de National Public Radio pour les affaires internationales. Il avait aimé le livre et souhaitait en faire un feuilleton pour NPR. Puis il m'a fait le meilleur compliment que j'aie jamais reçu en tant que professeur : il m'a dit que le livre avait changé la manière dont il envisageait la mondialisation et dont il parlerait des

affaires internationales à l'avenir.

La préparation du feuilleton a pris plus ou moins un mois : Adam et moi sommes retournés dans nombre des endroits dont j'avais parlé, dans l'exploitation cotonnière du Texas et dans les usines chinoises. À la radio, nous avions 24 minutes pour résumer mes 5 années de travail et les milliers de kilomètres que j'avais parcourus ; 24 minutes pour faire la biographie de cette simple pièce d'habillement si complexe. En écoutant le bruitage qu'Adam avait enregistré pour le feuilleton – moteurs de tracteurs, bruits des machines à coudre, bruit de l'égreneuse de coton, silence inquiétant d'une fabrique de chemise cadenassée de l'Arkansas – je me suis rendu compte que je n'avais jamais pensé au son de la mondialisation. Si vous fermez les yeux, vous pouvez l'entendre avancer. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis.



© DOUGLAS WHYTE/CORBIS, COURTESY OF JOHN WILEY & SONS, INC.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE TRANSFORMATRICE DES ÉTATS-UNIS

liant commerce, croissance et développement

JOSETTE SHEERAN SHINER

SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCIALES ET AGRICOLES



Mme Josette Sheeran Shiner, sous-secrétaire d'État des États-Unis aux affaires économiques, commerciales et agricoles, analyse la relation entre le commerce et la croissance économique.

Pourquoi certains pays bénéficient-ils d'une forte croissance économique tandis que d'autres stagnent? Entre 1975 et 2003, plus de la moitié des pays du monde ont enregistré des taux de croissance annuels du PIB par habitant inférieurs à 1 %. Environ un tiers de tous les pays se sont en fait appauvris. Encore, ce chiffre serait-il supérieur si on prenait en compte 35 autres pays dont les institutions sont trop faibles pour recueillir des statistiques fiables.

Les économistes et les spécialistes du développement cherchant des réponses à ce problème sont de plus en plus nombreux à penser qu'il est lié à l'importance plus ou moins grande des échanges commerciaux. Lorsque l'on étudie l'ensemble du monde au cours du XX^e siècle, on ne trouve guère d'argument systématique en faveur du protectionnisme. À l'inverse, on ne manque pas d'exemples de mesures protectionnistes ayant eu des effets néfastes.

Prenons trois exemples: l'isolationnisme américain qui a fait suite au krach boursier de 1929 a provoqué la grande dépression; la politique de substitution aux importations menée par certains pays en développement dans les années 60 et 70 a ralenti leur croissance économique; enfin le communisme a freiné la productivité, l'innovation et la liberté économique. En un mot, le protectionnisme n'apporte pas d'avantages durables.

La libéralisation du commerce, à l'inverse, apporte une importante contribution à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et à la stabilité dans l'ensemble du monde. Les études économiques montrent que les pays ayant des économies ouvertes sont de plus en plus engagés dans le commerce international et connaissent de plus forts taux de croissance que les économies fermées. À la fin des années 90, les pays en développement les plus engagés dans les échanges internationaux avaient des taux de croissance trois fois plus élevés que ceux ayant une politique restrictive.

La Chine et l'Inde sont les exemples les plus évidents des formidables effets de la libéralisation des échanges. Il y a trente ans, ces deux pays souffraient d'une pauvreté généralisée. Leurs ressources naturelles n'ont guère varié et leurs systèmes politiques n'ont pas fondamentalement



Un courtier indien à la Bourse de Bombay, dont l'indice a battu tous ses records le 14 février 2005.

changé depuis cette époque. Pourtant, ils bénéficient tous deux, aujourd'hui, de taux de croissance économique qui sont parmi les plus élevés du monde. En quoi ont-ils changé? Ils ont ouvert leurs marchés, ce qui a permis la plus forte et la plus rapide baisse de la pauvreté de toute l'histoire du monde. L'organisation non gouvernementale Oxfam indique que si l'Afrique, l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud et l'Amérique latine augmentaient chacune leur part dans les exportations mondiales de seulement 1 %, les augmentations de revenu national que cela permettrait sortiraient 128 millions de personnes de la pauvreté.

Les États-Unis, l'un des principaux promoteurs mondiaux des possibilités économiques ainsi offertes, proposent une démarche de politique économique innovatrice liant échanges commerciaux, aide et développement.

Mme Condoleezza Rice, secrétaire d'État, a souligné la capacité qu'ont les échanges et la croissance de transformer les sociétés: « Nous ne disposons sans doute pas de moyen plus puissant pour promouvoir la démocratie, la stabilité et la liberté que d'utiliser notre diplomatie économique en nous appuyant sur les avantages du libre-échange et sur ceux de l'aide au développement ... »

SUPPRIMER LES OBSTACLES AUX ÉCHANGES

Dans le cadre des négociations commerciales mondiales menées au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nous avançons des propositions audacieuses pour éliminer les barrières douanières, les quotas et les subventions qui créent des distorsions dans les échanges et nous invitons les autres pays à faire de même. La force de l'économie américaine peut sans doute être attribuée en grande partie à l'abaissement des barrières commerciales

entre les États-Unis et leurs principaux partenaires commerciaux. Pour les marchandises, les droits de douane moyens entre les pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) sont passés de 40 % au moment de la Seconde Guerre mondiale à moins de 4 % aujourd'hui. L'abaissement des tarifs favorise la concurrence, l'innovation et une allocation efficiente des ressources, accroît les échanges d'idées et de technologies et incite à l'investissement étranger. En outre, il réduit les coûts de production des industries et renforce leur compétitivité mondiale. Aujourd'hui, les pays en développement ont une chance unique de bénéficier des avantages d'une libéralisation des échanges. En effet, d'une part, les droits de douane moyens de ces pays sont nettement plus élevés que ceux des pays développés et, d'autre part, 70 % du montant des droits de douane qu'ils perçoivent portent sur des articles qu'ils importent d'autres pays en développement.

La réforme du commerce des produits agricoles est largement reconnue comme une mesure importante pour accélérer le développement économique. L'ouverture de l'accès aux marchés agricoles, dans le cadre des négociations en cours à l'OMC, pourrait sortir des millions de personnes de la pauvreté. Selon la Banque mondiale, l'amélioration de l'accès aux marchés expliquerait 93 % des bénéfices des réformes du commerce mondial des produits agricoles. Pour les pays en développement, la presque totalité de leur avantage viendrait de la réduction de leurs propres droits sur leurs importations.

Mais, à eux seuls, les échanges ne conduisent pas automatiquement à la croissance, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. Si les pays veulent profiter d'une libéralisation des échanges et accélérer leur croissance économique, ils doivent aussi mener une saine politique nationale dans d'autres domaines: amélioration de la gouvernance et de l'État de droit, renforcement des institutions, rigueur des politiques monétaires et macroéconomiques et investissement dans le développement humain. Ces bonnes pratiques peuvent parfois être difficiles à maintenir, même dans les meilleurs environnements. De nombreux pays en développement sont entravés par leurs propres réglementations qui freinent la création d'entreprises. En Afrique subsaharienne, par exemple, il faut, en moyenne, plus de 63 jours pour créer une entreprise et les frais pour son immatriculation officielle coûtent le double du montant du revenu annuel par habitant. Par comparaison, en Australie, il faut seulement deux jours et le coût représente seulement 1,9 % du revenu par habitant. Par ailleurs, les investisseurs ont plus confiance dans les pays qui s'efforcent de développer durablement

leur économie et ils décident plus volontiers d'engager des échanges commerciaux avec de tels marchés et d'y investir. Un pays qui établit un climat favorable à l'investissement attire davantage d'investissements étrangers directs qui créent des emplois et des revenus et renforcent la croissance économique.

LE COMPTE DU MILLÉNAIRE

C'est pour ces raisons que le président Bush a lancé un nouveau programme d'aide au développement très innovateur appelé le Millennium Challenge Account (MCA), le Compte du millénaire. La MCC, société qui gère ce Compte, s'appuyant sur les leçons tirées des diverses expériences de développement de ces 50 dernières années, lie l'adoption d'une saine politique économique à l'offre de nouvelles possibilités d'échanges et d'investissement. La MCC fonctionne essentiellement comme un programme d'assistance, mais elle pousse à créer un environnement permettant la concrétisation des avantages d'une libéralisation des échanges.

Les États-Unis ont par ailleurs lancé des programmes pionniers qui couplent des actions de Développement de la capacité commerciale (DCC) avec des initiatives commerciales. Le DCC fait désormais partie intégrante de notre ordre du jour en matière commerciale, à tous niveaux, mondial, régional et bilatéral. Nous proposons aux pays en développement les outils dont ils ont besoin pour tirer avantage de leur ouverture aux échanges internationaux. Le représentant des États-Unis pour le commerce extérieur a créé un bureau pour s'occuper spécifiquement du développement de la capacité commerciale. Ces efforts font des États-Unis le plus important donateur d'aide au DCC : plus de 1,3 milliard de dollars en 2005, avec un engagement à doubler cette somme pour atteindre 2,7 milliards par an d'ici 2010.

La démarche innovante des États-Unis liant commerce, aide et développement produit déjà des résultats concrets. Les négociations pour l'Accord de libre-échange (ALE) entre les États-Unis et l'Amérique centrale ont été les premières où le DCC était intégré dans les dispositions d'un tel accord. Pour ne prendre qu'un exemple, les États-Unis ont aidé des exploitants agricoles du Salvador à conquérir

de nouveaux marchés en améliorant leurs techniques de commercialisation, en adoptant des normes plus exigeantes pour leurs produits alimentaires, en accroissant leur productivité et en développant les services de soutien commercial à leurs cultures. Résultat ? Leur revenu moyen a plus que doublé. Ce modèle a depuis été utilisé dans les négociations d'ALE entre les États-Unis et les pays andins, l'Union douanière de l'Afrique australe, la Thaïlande et d'autres.

La MCC qui gère ces programmes du Compte du millénaire est également fière de bien d'autres actions. Depuis sa création en 2004, elle a signé des programmes d'assistance se montant à plus de 900 millions de dollars avec cinq États : Madagascar, le Honduras, le Cap-Vert, le Nicaragua et la Géorgie. Un peu plus de deux ans après l'annonce des critères du MCA, en février 2003, le nombre médian de jours pour créer une entreprise est tombé de 61 à 46 dans les pays candidats au MCA. Selon les responsables de la Banque mondiale, en raison de l'effet d'incitation du MCA, le Paraguay a adopté d'importantes réformes en 2004 qui ont non seulement amélioré sa note pour le critère MCA « nombre de jours pour créer une entreprise » mais encore provoqué une hausse des immatriculations de nouvelles entreprises d'environ 20 % par rapport à la tendance.

La libéralisation des échanges est une clé et un élément indispensable pour la réussite d'un programme de croissance économique. Les États-Unis se sont engagés à aider les pays à avancer vers la prospérité économique et la réduction de la pauvreté mondiale. Nous sommes aux avant-postes sur ce plan et travaillons en étroite collaboration avec la communauté internationale et les pays pris individuellement afin de multiplier les débouchés. Nos 135 ambassades et consulats du monde entier travaillent activement à promouvoir cette politique. De nombreux pays en développement reconnaissent maintenant le lien vital entre la libéralisation des échanges et la croissance économique. Il est extrêmement important que nous réalisons ces programmes pour soutenir cet effort. En travaillant ainsi en coopération, nous sommes sûrs que nous pouvons contribuer à accroître la prospérité économique mondiale en ce début du XXI^e siècle. ■

L'ÉVOLUTION DU CADRE DE TRAVAIL

Interview de Daniel Pink



Consultant en affaires, conférencier et écrivain, Daniel Pink a consacré à l'économie mondiale et à ses effets sur les populations du monde entier deux livres qui ont reçu un accueil favorable, A Whole New Mind et Free Agent Nation. Ses exposés sur les hommes d'affaires qui ont quitté une grosse entreprise pour se mettre à leur compte, sur les délocalisations et sur la recherche de l'épanouissement personnel par le travail ont paru dans le New York Times, la Harvard Business Review et la revue Fast Company. Collaborateur du magazine Wired, Daniel Pink est également l'auteur d'une chronique dans Yahoo! Finance. Il était interviewé par notre rédacteur Paul Malamud.

Question : Qu'entend-on, selon vous, par mondialisation ?

M. Pink : La mondialisation est le vaste mouvement qui, au sein des économies, des sociétés et de la technologie, resserre les liens du monde et affecte les marchés de capitaux, la technologie et l'échange d'information.

« La mondialisation est une bonne chose, quoique imparfaite. Et nous ne pouvons pas permettre que la perfection soit l'ennemie du bien. »

Q : Quelle en est la cause ?

M. Pink : Je pense qu'elle est due à un certain nombre de facteurs. L'un d'eux est certainement l'apparition de nouvelles technologies comme l'internet, qui permet à un enfant de Zambie de trouver des informations presque aussi rapidement que le bibliothécaire en chef

de l'université de Cambridge. Elle permet aux gens de rester plus facilement en contact avec leur pays natal, aux capitaux de se déplacer dans le monde jusqu'à l'endroit où ils peuvent être utilisés de la façon la plus avantageuse possible. Elle confère plus de transparence que jamais aux gouvernements et aux institutions politiques. Elle réduit les obstacles au commerce. Quand je pense à la mondialisation, je pense, essentiellement, à des mouvements, qu'il s'agisse des mouvements d'idées, de capitaux, de biens et services ou de personnes, qui tous sont facilités et accélérés par la mondialisation.

Q : Est-ce un changement en bien ou en mal ?

M. Pink : En bien. À mon avis, la mondialisation est une

bonne chose, quoique imparfaite. Et nous ne pouvons pas permettre que la perfection soit l'ennemie du bien. La mondialisation, dans son ensemble, a amélioré les niveaux de vie à travers le monde. Assurément, certains bouleversements en ont résulté. Si vous êtes un ouvrier américain dont le travail dans l'industrie manufacturière est transféré dans un pays du monde en voie de développement où quelqu'un gagnera le cinquième de ce que vous gagnez, manifestement, la mondialisation vous fait du tort.

En même temps, cet ouvrier et sa famille profitent de la baisse du coût des biens et services due à la suppression des barrières tarifaires. Et ils bénéficient manifestement de toute la technologie qui facilite la mondialisation. Si bien qu'à mon avis, prise dans son ensemble, la mondialisation est un atout. Et sur le plan national et international, le défi pour les gouvernements et les dirigeants politiques, est de faire en sorte que les gens profitent des avantages de la mondialisation tout en intervenant pour atténuer ses effets négatifs.

Q: Existe-t-il des statistiques qui montrent que la mondialisation profite à tout le monde?

M. Pink: Cela dépend du niveau de vie des gens. Il est certain que le PIB américain par tête d'habitant a triplé au cours des 50 dernières années. Je suis certain que le niveau de vie de la plupart des habitants du reste du monde s'est également amélioré. Ceci dit, il y a encore plus d'un milliard d'habitants de la planète qui gagnent moins d'un dollar par jour. Ce n'est donc pas comme si tout le monde vivait au pays de cocagne, loin de là, mais en général, la mondialisation a amélioré la condition des gens au lieu de l'aggraver et dans l'ensemble, le présent est meilleur que le passé. Je suis presque certain, non pas parce que je suis un optimiste borné mais parce que je suis réaliste, que l'avenir sera meilleur que le présent.

Q: Dans votre livre *A Whole New Mind*, vous prédisiez que davantage d'emplois de bureau iront des pays développés aux pays en voie de développement et que ce mouvement sera compensé par davantage d'emplois créatifs aux États-Unis et dans les autres pays développés. Mais cela suppose que la plupart des gens sont capables de se montrer créatifs. Et si ce n'était pas le cas pour la plupart d'entre nous?

M. Pink: Je ne suis pas d'accord avec le postulat que la

« Pour survivre dans l'économie, il faut avoir une activité professionnelle qui ne soit pas routinière. »

plupart des gens ne possèdent pas ce genre de qualités. Mon argument est que les économies s'automatisent et exportent les emplois de bureau routiniers, la comptabilité de base, les analyses financières de base et même les services juridiques de base et c'est ce genre d'évolution qu'on a constaté aussi pour le travail manufacturier de base. Désormais, tout ce qui est routinier, tout ce qui peut se réduire à un texte, à une feuille de spécifications techniques, à une série de règles, ce genre de travail va disparaître de plus en plus des États-Unis, du Canada, d'Europe de l'Ouest et du Japon parce qu'il peut être fait à moindre frais outre-mer par des ordinateurs et par des gens.

Cela signifie que, pour survivre dans l'économie, il faut avoir une activité professionnelle qui ne soit pas routinière.



GAUTAM SINGH-AP/WIDEWORLD
Illustrant les récents progrès réalisés dans l'utilisation de la technologie en médecine, le Dr Arjun Kalyanpur, de Bangalore (Inde) discute de la scanographie d'un patient avec un médecin américain du Connecticut.

Cela tend à être un travail artistique, créatif, empathique, ambitieux. Et je pense que l'idée que les gens en général, et les Américains en particulier, ne peuvent pas être créatifs, empathiques et ambitieux est totalement erronée.

Songez, par exemple, à l'époque où les États-Unis sont passés d'une économie agricole à une économie manufacturière. Les gens disaient: « Tout le monde ne peut pas faire d'études secondaires, tout le monde ne peut pas s'instruire. Une bonne instruction est réservée à une certaine élite. » Ce que je veux dire, ce n'est pas que tout le monde peut devenir Salvador Dali mais que tout le monde peut acquérir ces sortes de concepts, ces valeurs. Je pense que c'est tout à fait possible.

Personne ne dirait: « les masses ne peuvent pas s'instruire ». Tout le monde ne peut pas devenir Toni Morrison, certes, mais presque tout le monde peut

s'instruire. Les masses peuvent apprendre à compter. Je ne pense pas que tout le monde puisse devenir Albert Einstein mais tout le monde peut certainement apprendre à compter, et aller au-delà.

Q: Qu'est-ce qui se passe pour les gens des pays développés quand les habitants des pays en voie de développement s'instruisent autant qu'eux et découvrent leur propre créativité?

M. Pink: Je pense que c'est une excellente question. Tom Friedman en parle dans ses livres. Il existe deux écoles de pensée. L'une est que la concurrence de la Chine et de l'Inde nous tire vers le bas. L'autre est qu'elle nous tire vers le haut. Friedman pense, et je suis d'accord avec lui, qu'elle nous tire vers le haut, vers le meilleur, non pas parce que je suis optimiste mais parce que cela a toujours été la tendance, la trajectoire. Cela ne veut pas dire qu'il y a cent pour cent de chances pour que cela soit encore le cas, mais je le parierais.

Je suis donc d'accord pour dire que les Américains n'ont absolument pas le monopole de ce genre de qualités créatrices et que ce que nous autres Américains devons faire, c'est nous débarrasser de notre suffisance et nous améliorer toujours face à la concurrence car, comme le dit Tom Friedman, ces autres pays nous tirent vers le haut.

Q: La nature du travail change d'autres façons encore. Les ordinateurs deviennent plus complexes et plus performants. Quand pensez-vous que les ordinateurs pourront concurrencer les humains pour un travail spécialisé?

M. Pink: Je pense que d'une certaine façon, ils font déjà certains types de travail spécialisé. Voyez TurboTax [logiciel qui aide les gens à préparer leur déclaration d'impôts]. Nous nous préoccupons tous des délocalisations. L'an dernier, aux États-Unis, 3 millions de déclarations d'impôts ont été faites en Inde par des comptables indiens tandis que 21 millions de déclarations d'impôts étaient faites par TurboTax. Si bien que, dans un certain sens, des logiciels peuvent déjà faire certains types de travail spécialisé. Et ils en feront de plus en plus.

Ce que cela signifie, c'est que les comptables qui veulent survivre n'y parviendront pas en faisant le genre de travail que peut faire un logiciel qui coûte une quarantaine de dollars. Ils doivent faire des choses plus compliquées que ce que peut faire un ordinateur, donner des conseils plus sophistiqués, comprendre les besoins financiers des gens, leur donner des conseils financiers de plus haut niveau.

C'est la même chose, dans une certaine mesure, pour



Observant en temps réel une vidéo prise à l'intérieur d'un égout, le technicien Jeremy Vanrite manœuvre un Robot SAM (Sewer Access Module) qui arpente les égouts d'Albuquerque (Nouveau-Mexique), grâce à des contrôles informatisés interactifs.

les agents de change et les investissements. Actuellement, de nombreux Américains font leurs investissements en ligne. Les informations sont largement disponibles. Les transactions de bourse par l'internet sont peu coûteuses parce qu'on peut les faire sur son ordinateur, on n'a pas besoin de consulter un courtier par téléphone pour les transactions courantes.

À un moment donné, cet agent de change va tenter de devenir un conseiller financier, de comprendre votre situation de façon plus détaillée et vous offrir le genre de service qu'un programme d'ordinateur ne pourra jamais vous rendre.

Q: Et les robots? Comment affecteront-ils la main-d'œuvre, selon vous?

M. Pink: Si vous allez dans un atelier d'usine aujourd'hui, vous ne voyez pas la même scène que dans les années 1920 ou même les années 1950, où un groupe d'hommes vêtus de salopettes tachées de graisse maniait des clés à molette dans une chaîne de montage. Ce que vous voyez, ce sont des personnes, souvent titulaires d'un grade d'associé, qui actionnent des robots. Ces robots n'ont pas d'autonomie ou de volonté propre. Ils répondent à un code de logiciel. Quelqu'un doit donc rédiger ce code, quelqu'un doit surveiller ces robots. C'est ce qui se passe de plus en plus dans les industries de transformation. Cela exige manifestement un niveau beaucoup plus élevé de compétence.

Q: La plupart des travailleurs du monde entier ont-ils l'intelligence, le QI nécessaires pour s'adapter à cette situation?

M. Pink: Permettez-moi de ne pas être d'accord avec le postulat de votre question, à savoir que le QI est un indice d'aptitude. Le QI mesure une forme particulière de raisonnement mais il n'existe pas qu'une seule forme de raisonnement et il est prouvé de façon écrasante que le rapport entre le QI et le succès professionnel est pratiquement nul. Une corrélation existe uniquement entre le QI et la profession que vous choisissez. De plus, le QI mesuré par des tests standards a augmenté avec le temps, le QI moyen a augmenté. Il éclaire sur une partie de ce que cela signifie d'être intelligent, mais sur une seule forme d'intelligence. Voyez les travaux de Dan Goleman



Deux participantes d'Oman au programme U.S. Business Internship de l'université Duke s'entretiennent avec Sally Morton (vue de dos), vice-présidente internationale des statistiques et de l'épidémiologie au Research Triangle Institute de Durham (Caroline du Nord), en décembre 2005.

sur l'intelligence émotionnelle, voyez les travaux de Howard Gardner de Harvard, et ses intelligences multiples. Je n'accorde pas beaucoup d'importance au QI en tant que mesure des capacités humaines.

Q: Pensez-vous que la dignité humaine soit menacée par certains des sous-produits de la mondialisation? Certains disent que les liens familiaux, des clans et de la communauté, de la hiérarchie se défont et même que la valeur des réalisations individuelles basées sur le développement des capacités individuelles perd de son importance du fait que les rôles évoluent si souvent dans une économie mondialisée?

M. Pink: C'est une question intéressante. Si vous considérez le monde occidental comme un présage de l'avenir, les rapports familiaux y sont beaucoup plus lâches que dans d'autres parties du monde. Il existe une mobilité beaucoup plus grande, les gens ne vivent pas forcément au même endroit que leurs parents, leurs frères et leurs sœurs, Il existe toutes sortes de types de famille qui amènent à s'interroger sur la famille nucléaire. L'idée d'une identité basée sur les capacités de toute une vie est intéressante. Je pense qu'il se produit un changement dans ce domaine parce que la durée de toute capacité ne cesse de diminuer à l'heure actuelle. Vous ne pouvez pas gagner votre vie en exercent le même métier pendant quarante ans parce que cela ne se passe pas de cette façon. La durée d'un ensemble particulier de capacités est littéralement de deux ans. On

a donc manifestement intérêt à apprendre, à apprendre à apprendre, et à améliorer constamment ses compétences.

Mais j'ignore si cela nuit à la dignité humaine. On pourrait peut-être dire que cela l'accentue, au contraire. Cela permet aux gens de faire constamment mieux, de ne pas tomber dans la stagnation, d'avoir plus de chances de s'épanouir. Mais les effets diffèrent selon les cas et la question est valable.

Q: Dans *A Whole New Mind*, vous avez tendance à vous référer aux gens au féminin. Pensez-vous que la mondialisation mette en lumière le rôle des femmes? Voulez-vous dire que

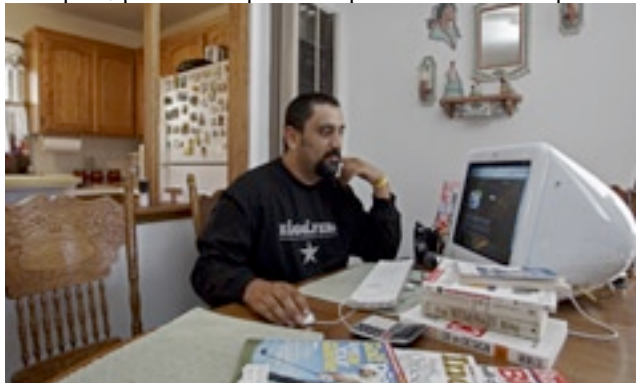
le côté androgyne de l'esprit humain est en quelque sorte un atout dans la nouvelle économie?

M. Pink: Il existe de nombreuses preuves du fait que les gens dotés d'un esprit plus androgyne, capables de raisonner à la fois d'une façon typiquement masculine (hémisphère gauche du cerveau) et typiquement féminine (hémisphère droit) jouissent d'un avantage comparatif dans l'économie moderne. Je pense que la plupart des capacités souvent rejetées comme étant féminines ou mineures, des choses comme l'empathie et même, dans une certaine mesure, la créativité elle-même, sont plus précieuses aujourd'hui

et cela pourrait conférer un léger avantage aux femmes. Mais je pense que l'avenir appartient aux gens dotés d'un esprit androgyne, des gens qui possèdent des qualités analytiques mais aussi artistiques, empathiques.

Q: Est-ce bien vrai? Les gens ne sont-ils pas plus à l'aise avec les attitudes traditionnelles des sexes masculin et féminin?

M. Pink: Eh bien, voyez l'armée américaine. Il s'agit à bien des titres d'une profession machiste. Or vous avez un grand nombre de femmes dans l'armée et les tâches que les militaires d'aujourd'hui sont appelés à accomplir impliquent parfois une gamme de talents plus complexes. Ils doivent comprendre la culture locale; il y a les missions de maintien de la paix; préserver la paix n'est pas la même chose que



Rafael Cardenas, propriétaire d'une petite entreprise, travaille sur son site internet de golf, *elgolfero.com*, à partir de son domicile situé à Los Angeles.

d'aller directement au combat; à mes yeux, tous les hommes sont capables d'androgynie et ceux qui ne veulent pas acquérir cette capacité pourraient bien avoir des ennuis.

Q: L'un des changements liés à la mondialisation est l'usage croissant du téléphone portable, de l'internet et même des jeux électroniques. Ces phénomènes, sous leur forme ludique, sont-ils réellement liés à la mondialisation?

M. Pink: C'est difficile à dire. Mais même les jeux vidéo, comme toute forme de divertissement, peuvent devenir une lingua franca transculturelle. La connexion constante assurée par les téléphones portables peut être apparentée à la mondialisation, même s'il ne s'agit que d'un cousin éloigné.

« Les acheteurs de talents ont maintenant accès à un marché du travail non pas local, mais pratiquement mondial en puissance, bien que ce phénomène n'en soit encore qu'à ses débuts. »

Q: Vous dites, dans votre livre, que la mondialisation semble avoir mené à une recherche croissante de spiritualité aux États-Unis. Pourquoi en est-il ainsi?

M. Pink: Il existe de nombreuses preuves du fait qu'au-delà d'un niveau relativement modeste, posséder davantage d'argent ne cause pas plus de satisfaction et de bonheur dans l'existence et que ce sont les biens non monétaires, un travail valorisant, des relations étroites, une existence ayant un sens, qui apportent de la satisfaction et du bonheur. Je pense qu'au fur et à mesure que les gens seront affranchis

de la lutte pour la survie, davantage d'entre eux auront le luxe de rechercher un sens à leur existence, un objectif, un sentiment de transcendance.

Regardez les travaux de l'économiste Robert William Fogel, prix Nobel, qui parle du « quatrième grand réveil ». Il décrit la façon dont la quête de l'épanouissement personnel occupe une proportion beaucoup plus grande des habitants de la planète que par le passé, en particulier dans le monde développé. D'autres la qualifient de « carence de sens profond », des groupes entiers d'habitants de la planète sont passés du manque de biens matériels au manque de sens à donner à leur vie. Ronald Inglehart, de l'université du Michigan, appelle cela le passage des valeurs matérialistes aux valeurs postmatérialistes. Je pense qu'un certain luxe dû à l'aisance matérielle libère les gens et les incite à rechercher autre chose.



« Travailler à la maison? Je commence à déchanter. »

© THE NEW YORKER COLLECTION 2000 DANNY SHANAHAN, DE CARTOONBANK.COM. TOUS DROITS RÉSERVÉS.

Q: Dans votre livre précédent, *Free Agent Nation*, vous disiez qu'une main-d'œuvre mondialisée se composerait de plus en plus de gens travaillant à leur compte. Qu'entendez-vous par là?

Daniel Pink: Je définis un « indépendant » comme une personne qui n'est attachée à aucune grande organisation, un travailleur libre, un propriétaire unique, le directeur d'une très petite affaire. Cette forme de travail est devenue plus courante à cause de la technologie, à cause de l'existence d'un contrat social radicalement nouveau entre les individus et les organisations, en raison des changements structurels qui se sont opérés à l'intérieur des organisations elles-mêmes, en partie du fait de cette recherche d'un sens à la vie dont nous parlions.

Telles sont les forces qui amènent des foules de personnes à quitter les grosses entreprises et à se mettre à leur compte. Quant au rapport de tout cela avec la mondialisation, il existe dans la mesure où la mondialisation donne aux gens davantage de mobilité. Il y a des gens qui travaillent pour des compagnies nord-américaines tout en vivant en Europe ou ailleurs à l'étranger. Les acheteurs de talents ont maintenant accès à un marché du travail non pas local, mais pratiquement mondial en puissance, bien que ce phénomène n'en soit encore qu'à ses débuts. Au fur et à mesure de l'évolution des économies, vous verrez, à travers le monde, de plus en plus de gens chercher à inventer leur propre façon de travailler au lieu de s'accrocher de façon permanente à une organisation donnée. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

LA CULTURE AMÉRICAINE EST-ELLE « AMÉRICAINE » ?

RICHARD PELLIS



Richard Pellis est professeur d'histoire à l'université du Texas à Austin. Il a écrit trois ouvrages : Idées radicales et le rêve américain : Culture et pensée sociale dans les années de la Grande Dépression, La pensée progressiste à une époque conservatrice : Intellectuels américains des années 1940 et 1950 et Des gens pas comme nous : Comment les Européens ont aimé, haï et transformé la culture américaine depuis la Seconde Guerre mondiale. Il travaille actuellement à un nouvel ouvrage intitulé Du modernisme au cinéma : La mondialisation de la culture américaine au XX^e siècle. Invité à six reprises comme conférencier et titulaire de chaire du Programme Fulbright, il a également été invité à enseigner dans des universités aux Pays-Bas, au Danemark, en Allemagne, en Autriche, en Finlande, au Brésil, en Australie et en Indonésie.

Depuis le début du XX^e siècle, l'impact de la culture américaine suscite un certain malaise à l'étranger. En 1901, l'écrivain britannique William Stead a publié un livre au titre inquiétant :

« L'américanisation du monde ». Ce titre est le reflet d'un certain nombre d'appréhensions, encore vives de nos jours, relatives à la disparition des langues nationales et des traditions et à la destruction de l'identité d'un pays sous le poids des mœurs et des états d'esprit propres aux États-Unis.

Plus récemment, la mondialisation est devenue le principal ennemi des universitaires, des journalistes et des militants politiques qui méprisent ce qu'ils considèrent comme une tendance à l'uniformité culturelle. Pourtant, ils pensent généralement que la culture mondiale est synonyme de culture américaine. Et ils continuent à affirmer que Hollywood, McDonald's et Disneyland oblitérent les particularismes régionaux et locaux, disséminant des images et des messages subliminaux si séduisants qu'ils noient les voix concurrentes dans les pays étrangers.

Malgré ces allégations, les relations culturelles entre les États-Unis et le reste du monde n'ont jamais été unilatérales au cours des cent dernières années. Au contraire, les États-Unis sont et continuent à être consommateurs d'influences intellectuelles et artistiques étrangères, tout autant qu'ils influencent les spectacles et les goûts du reste du monde.

En fait, les États-Unis étant une nation d'immigrés

du XIX^e au XXI^e siècle, ils ont bénéficié de la culture mondiale autant qu'ils l'ont exportée. Effectivement, l'influence des immigrés aux États-Unis explique pourquoi leur culture est si populaire depuis si longtemps un peu partout. La culture américaine s'est répandue dans le monde parce qu'elle a intégré des styles et des idées étrangères. Ce que les Américains ont fait plus intelligemment que leurs concurrents étrangers a consisté à présenter sous une autre forme des produits culturels étrangers puis de les renvoyer au reste de la planète. C'est pourquoi la culture de masse mondiale est désormais identifiée, même s'il s'agit là d'une simplification, aux États-Unis.

Les Américains, après tout, n'ont pas inventé la restauration rapide, les parcs d'attraction ou le cinéma. Avant le Big Mac, il y avait le « fish and chips ». Avant Disneyland, il y avait les jardins Tivoli de Copenhague (que Walt Disney a repris comme prototype de son premier parc à thème à Anaheim en Californie, modèle ensuite réexporté à Tokyo et à Paris). Et dans les deux premières décennies du XX^e siècle, les deux plus gros exportateurs mondiaux de films étaient la France et l'Italie.

L'INFLUENCE DU MODERNISME

Ainsi, les spectacles internationaux actuels ne prennent pas uniquement leurs origines dans les cirques Barnum ou les spectacles du Far West de Buffalo Bill. Les racines de la nouvelle culture mondiale se trouvent autant dans l'assaut lancé par les modernistes européens, au début du XX^e siècle, contre la littérature, la musique, la peinture et l'architecture du XIX^e siècle – et plus particulièrement dans le refus moderniste d'honorer les frontières traditionnelles entre culture élitiste et culture populaire. Le modernisme appliqué aux arts était éclectique, irrévérencieux et fondé sur l'improvisation. Ces caractéristiques sont également celles de la culture populaire américaine.

Les artistes du début du XX^e siècle ont également remis en cause la notion que la culture était un instrument de progrès intellectuel et moral car ils ont mis l'accent sur le style et l'art plutôt que sur la philosophie, la religion ou l'idéologie. Délibérément, ils ont privilégié la langue en littérature, l'optique en peinture, les matériaux et la fonction en architecture et les structures de la musique plutôt que les mélodies.

Bien que le modernisme ait été surtout une affaire européenne, il a involontairement accéléré l'essor de

« L'influence des immigrés aux États-Unis explique pourquoi leur culture est si populaire depuis si longtemps et en de si nombreux endroits. »

la culture de masse aux États-Unis. Le surréalisme, avec ses associations oniriques, s'est facilement prêté aux jeux de mots et au symbolisme de la publicité, des bandes dessinées et des parcs à thèmes. Le dadaïsme a ridiculisé le snobisme des institutions culturelles de l'élite et n'a fait que renforcer un appétit déjà présent (particulièrement chez les immigrés aux États-Unis) pour le burlesque, le cinéma à cinq sous et le vaudeville. Les expérimentations de

Stravinsky avec une musique peu orthodoxe, atonale, ont cautionné les innovations rythmiques du jazz américain.

Le modernisme a jeté les bases d'une culture véritablement nouvelle. Mais il s'est avéré que cette nouvelle



Catherine Zeta-Jones, née au Pays de Galles, et l'acteur espagnol Antonio Banderas posent avant la première de *La légende de Zorro* en octobre 2005.

culture n'était ni moderniste ni européenne. En fait, les artistes américains ont transformé un projet d'avant-garde en un phénomène mondial.

LE POT-POURRI DE LA CULTURE POP

C'est dans la culture populaire que les relations réciproques entre l'Amérique et le reste du monde sont le plus visibles. Les raisons de l'ascendant de la culture de masse américaine sont multiples. Certes, le fait que de grands groupes médiatiques aient pu contrôler la production et la distribution de leurs produits a fortement facilité la propagation des spectacles américains. Mais le pouvoir du capitalisme américain n'est pas le seul facteur ou la principale

raison de la popularité du cinéma et des émissions de télévision américains.

L'efficacité de l'anglais comme langue de communication de masse a joué un rôle crucial dans l'acception de la culture américaine. À la différence de l'allemand, du russe ou du chinois, la structure et la grammaire anglaises, plus simples, ainsi que la tendance à employer des mots plus courts, moins abstraits et des phrases plus concises, présentent des avantages pour les compositeurs de chant lyrique, de slogans publicitaires, de bulles de bandes dessinées, de titres de journaux et de scénarios au cinéma et à la télévision. L'anglais est donc une langue exceptionnellement adaptée aux exigences et à l'expansion de la culture de masse américaine.

Un autre facteur est la nature internationale du public américain. L'hétérogénéité de la population américaine – sa diversité régionale, ethnique, religieuse et raciale – a forcé les médias, dès le début du XX^e siècle, à expérimenter des messages, des images et des récits destinés à un public

« L'hétérogénéité de la population américaine... a forcé les médias, dès le début du XX^e siècle, à expérimenter des messages, des images et des récits destinés à un public multiculturel. »

multiculturel. Les studios de Hollywood, les magazines à grande circulation et les chaînes télévisées ont dû apprendre à s'adresser à des groupes et des classes très diverses aux États-Unis, ce qui les a armés pour attirer un public également diversifié à l'étranger.

Un outil important employé par les médias américains pour transcender les divisions sociales internes, les frontières

nationales et les barrières linguistiques est le mélange de styles culturels. Les musiciens et compositeurs américains ont suivi l'exemple d'artistes modernes comme Picasso et Braque en prenant des éléments tirés de la culture élitiste et de la culture populaire. Aaron Copland, George Gershwin et Leonard Bernstein ont intégré des mélodies populaires, des hymnes religieux, des chants du blues et du gospel et le jazz à leurs symphonies, leurs concertos, leurs opéras et leurs ballets. En fait, une forme d'art aussi fondamentalement américaine que le jazz a évolué au XX^e siècle pour se transformer en un amalgame de musique africaine, antillaise, latino-américaine et moderniste européenne. Ce mélange de formes au sein de la culture de masse américaine a rendu celle-ci encore plus désirable aux yeux de publics multiethniques, aux États-Unis et à l'étranger, car il réunit la diversité de leurs expériences et de leurs goûts.

INFLUENCES EUROPÉENNES À HOLLYWOOD

Nulle part les influences étrangères ne sont-elles plus reconnaissables que dans le cinéma américain. Que ce soit pour le meilleur ou pour le pire, Hollywood est devenu au XX^e siècle la capitale culturelle du monde moderne. Mais il n'a jamais été exclusivement une capitale américaine. À l'instar des capitales culturelles du passé (Florence, Paris, Vienne), Hollywood fonctionne comme une communauté internationale, construite par des entrepreneurs immigrés et s'appuyant sur les talents d'acteurs, de réalisateurs, d'écrivains, de cinéastes, de monteurs, de compositeurs et de costumiers et responsables de décor venus du monde entier.

Qui plus est, pendant la majeure partie du XX^e siècle, les cinéastes américains se sont vus comme des acolytes, transportés par les œuvres majeures de grands metteurs en scène étrangers. Des années 1940 au milieu des années 1960, les Américains ont révééré des auteurs comme Ingmar Bergman, Federico Fellini, Michelangelo Antonioni,



JENNIFER GRAYLOCK ©AP/WWP

Le Néo-Zélandais Peter Jackson, réalisateur de la trilogie intitulée *Le Seigneur des anneaux*, tient le King Kong original utilisé pour les besoins des effets spéciaux dans le film de 1933 lors de la première de son dernier film, *King Kong*.

François Truffaut, Jean-Luc Godard, Akira Kurosawa et Satyajit Ray.

Néanmoins, et c'est là l'un des paradoxes des cinémas européen et asiatique, leur plus grand succès a été d'engendrer des imitations américaines. À la fin des années 1970, les nouveaux génies du cinéma – Francis Ford Coppola, Martin Scorsese, Robert Altman, Steven Spielberg, Woody Allen – étaient américains. Les Américains devaient leurs méthodes d'improvisation et leurs préoccupations autobiographiques au Néo-réalisme italien et à la Nouvelle Vague française. Mais l'emploi de ces techniques a révolutionné le cinéma américain, ce qui a rendu la tâche plus ardue encore pour les cinémas du monde désireux de concurrencer la popularité des films américains.

Pourtant, à chaque époque, les réalisateurs américains ont imité des artistes et des réalisateurs étrangers en se focalisant sur le style et les qualités formelles d'un film ainsi que sur le besoin de raconter une histoire sur un support

« *Le refus d'intimider le public par un message social a compté, plus que tout autre facteur, dans la popularité mondiale des spectacles américains.* »

visuel. Au début du XX^e siècle, des peintres européens voulaient que le public reconnaisse qu'il contemplait sur une toile des lignes et des couleurs plutôt qu'une reproduction de la réalité. De même, de nombreux films américains – par exemple les narrateurs multiples de *Citizen Kane*, le portrait simultané, sur l'écran divisé en

deux, des amants imaginant chacun leur relation de *Annie Hall*, ou encore les retours arrière et les projections dans l'avenir de *Pulp Fiction* – rappellent délibérément au public qu'il regarde un film et non une version photographiée de la réalité. Des réalisateurs américains (non seulement dans les films mais à MTV) ont souhaité employer les techniques de montage et les jeux de caméra les plus sophistiqués (souvent inspirés par des réalisateurs étrangers) pour créer un collage d'images modernistes représentatives de la vitesse de l'existence et du pouvoir de séduction de notre époque contemporaine.

La dépendance d'Hollywood à l'égard des effets visuels pyrotechniques modernistes est particulièrement évidente dans le style largement non verbal de nombre de ses acteurs contemporains. Après la performance révolutionnaire de Marlon Brando dans *Un tramway nommé désir*, au théâtre en 1947 et puis à l'écran en 1951, le modèle du jeu d'acteur américain est devenu la non-expression – une introspection morose qui n'existait pas chez les héros et héroïnes désinvoltes et bavards des comédies biscornues et des films de gangster des années 1930.

Brando a été formé à la Méthode, une technique théâtrale inventée à l'origine par Stanislavski au Théâtre d'art de Moscou, dans la Russie d'avant la Révolution. La Méthode encourage les acteurs à improviser, à puiser dans leurs souvenirs d'enfance et leurs sentiments profonds, souvent aux dépens des intentions de l'auteur ou du scénariste. En conséquence, la puissance de l'émotion dans le jeu des acteurs américains – telle qu'on la trouve chez Brando et ses successeurs – repose souvent plus sur le non-dit, sur l'exploration de passions impossibles à communiquer verbalement.

L'influence de la Méthode, non seulement aux États-Unis mais aussi à l'étranger, que l'on retrouve d'ailleurs dans le style de jeu de Jean-Paul Belmondo et de Marcello Mastroianni, illustre parfaitement la façon dont une idée étrangère, à l'origine conçue pour la scène, a été adaptée pour le cinéma dans les États-Unis de l'après-guerre, puis



Marlon Brando, acteur américain formé à la « Méthode », avec l'actrice britannique Vivien Leigh dans *Un tramway nommé désir*.

communiquée au reste du monde comme un paradigme d'un comportement à la fois cinématographique et social. Fait encore plus important, l'indifférence affichée pour le langage, l'appui sur le geste et même sur le silence des acteurs de la Méthode interprétant un rôle, ont permis aux publics du monde entier – même ceux qui ne connaissent pas bien l'anglais – de comprendre et d'apprécier ce qu'ils voient dans les films américains.

RELATIONS HUMAINES

En fin de compte, la culture américaine a imité non seulement le style visuel flamboyant des modernistes, mais aussi leur tendance à être apolitiques et opposés aux idéologies. Le refus d'intimider le public par un message social a compté, plus que tout autre facteur, dans la popularité mondiale des spectacles américains. Les films américains, en particulier, s'intéressent souvent aux relations humaines et aux sentiments individuels, et non aux problèmes liés à un lieu ou une époque particulière. Ils racontent des histoires d'amour, des intrigues, des réussites, des échecs, des conflits moraux et des histoires de survie. Les films les plus mémorables des années 1930 (à l'exception des *Raisins de la colère*) étaient des comédies et des comédies musicales sur des personnes mal assorties qui tombent amoureuses, et non des films sociaux parlant de la pauvreté et du chômage. De même, les plus beaux films



GREG BAKER ©AP/WWWP
Une Chinoise achète des billets pour aller voir le film *Titanic* au cinéma à Pékin.

sur la Seconde Guerre mondiale (comme *Casablanca*) ou sur la guerre du Vietnam (comme *The Deer Hunter*) nous restent en mémoire longtemps après la fin de ces conflits parce qu'ils étudient les émotions les plus intimes de leurs personnages au lieu de s'appesantir sur les faits qui font la



JOHN D. MCHUGH ©AP/WWWP
City of God (2004) et *The Constant Gardener* (2005), du réalisateur brésilien Fernando Meirelles ont chacun été nommés pour quatre Oscars.

une des journaux.

Les dilemmes intensément personnels, ce sont les difficultés auxquelles tout le monde doit faire face. Donc les Européens, les Asiatiques, et les Latino-Américains sont allés en masse voir *Titanic*, comme ils l'ont fait dans le temps de *Autant en emporte le vent*, non pas parce que ces films célébraient des valeurs américaines mais parce que les populations du monde entier pouvaient se reconnaître dans ces histoires d'amour et de sentiment de perte.

La culture de masse américaine a souvent été grossière et envahissante, comme ses critiques se plaisent à le dire. Mais la culture américaine n'a jamais été ressentie comme tellement étrangère par les étrangers. Et, au mieux, elle a transformé ce qu'elle a reçu des autres en une culture que chacun, partout, peut adopter – une culture qui est sur le plan émotionnel et, parfois, artistique, fascinante aux yeux de millions de personnes dans le monde.

Ainsi, malgré la résurgence actuelle de l'antiaméricanisme – non seulement au Moyen-Orient mais aussi en Europe et en Amérique latine – il faut reconnaître que le cinéma américain, les émissions de télévision et les parcs à thème sont moins « impérialistes » que cosmopolites. En fin de compte, la culture de masse américaine n'a pas transformé le monde en une réplique des États-Unis. En fait, la dépendance de l'Amérique par rapport aux cultures étrangères a fait des États-Unis une réplique du monde. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis.

UNE EUROPÉENNE EXAMINE L'INFLUENCE DE LA CULTURE AMÉRICAINE

JESSICA GIENOW-HECHT



DOSSIERS MONDIAUX / FÉVRIER 2006

Jessica Gienow-Hecht enseigne l'histoire à l'université Johann Wolfgang Goethe de Francfort. Son premier livre, Transmission Impossible : Le journalisme américain en tant que diplomatie culturelle dans l'Allemagne d'après-guerre, 1945-55, lui a valu le Prix Stuart Bernath du meilleur livre sur l'histoire de la diplomatie. Son second, La diplomatie du son : musique et émotions dans les relations germano-américaines depuis 1850, sera publié par l'University of Chicago Press. Elle a enseigné à l'université de Virginie, à l'université de Bielefeld, à l'université Martin Luther d'Halle-Wittenberg ainsi qu'à Harvard.

Dans un film de 1981 intitulé *Les Dieux sont tombés sur la tête*, un pilote qui survole le désert de Kalahari, au Botswana, lâche une bouteille vide de coca-cola au milieu d'une tribu africaine. Les indigènes considèrent immédiatement cette bouteille comme un cadeau des dieux. Mais ce « cadeau » corrompt les traditions et les mœurs de leur monde. Ils finissent par

charger un membre de la tribu de lancer la bouteille par-dessus ce qu'ils considèrent comme le rebord de la terre.

Ce film donne un aperçu de ce qu'on appelle « le grand débat » : les Américains sont-ils des impérialistes culturels qui conquièrent et corrompent le reste du monde en répandant partout leur culture populaire ?

Il est vrai, comme l'écrit Richard Pells, que la majeure partie de ce qui constitue aujourd'hui la culture populaire américaine a son origine dans un mélange d'influences européennes du XX^e siècle. Mais cela n'explique pas pourquoi tant de gens de par le monde critiquent ce qu'ils considèrent comme « l'impérialisme culturel américain ». Cela n'explique pas non plus pourquoi cette idée a pris tant de force au cours du siècle écoulé. Si nous voulons mieux comprendre cette impression, nous devons étudier à la fois la composition et l'influence de la culture américaine, comme le fait Richard Pells, ainsi que l'accueil que lui réservent les non-Américains.

ANTÉCÉDENTS HISTORIQUES

Un curieux paradoxe de l'histoire des États-Unis veut qu'un pays dont les exportations culturelles sont devenues si controversées n'ait guère porté d'intérêt, à ses débuts, à l'exportation de sa culture. De tout temps, les Américains ont estimé devoir principalement leur originalité à leur système politique plutôt qu'à leurs poètes, artistes et romanciers. Ils considèrent généralement leur culture populaire comme une source de divertissement privé plutôt que comme un instrument de politique étrangère. Ils n'ont jamais sérieusement envisagé de créer un ministère de la culture au sein du gouvernement fédéral. En 1938, le département d'État a créé la division des affaires culturelles mais un grand nombre de fonctionnaires américains ont critiqué l'utilisation de la culture comme instrument diplomatique. Même à l'heure actuelle, la plupart des Américains pensent que la culture relève de la créativité, du goût public et de la libre entreprise, et non pas du gouvernement.

Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale, la



L'ambassadeur des États-Unis au Pakistan, M. Ryan Crocker, s'entretient avec des titulaires d'une Bourse Fulbright en avril 2005.

situation a changé. Pendant la guerre froide, les diplomates américains ont décidé que les États-Unis devaient plaider à l'étranger la cause du mode de vie américain («American Way of Life»). À une époque où l'Union soviétique cherchait à exporter le communisme, les personnalités officielles ainsi que les décideurs politiques ont tenté d'exercer davantage d'influence à travers le monde par la culture. Dans les années qui ont suivi la victoire en Europe, le gouvernement américain a créé un certain nombre d'organisations et de programmes tels que l'Agence d'information des États-Unis et le Programme d'échanges Fulbright qui encourageaient la dissémination d'informations sur la culture américaine.

D'un point de vue objectif, les États-Unis n'étaient

évidemment pas le premier pays à exporter son genre de vie. Dès la Renaissance, les puissances européennes avaient mis en œuvre toute une série de programmes d'échanges culturels. Les Britanniques en Inde et au Moyen-Orient, les Allemands en Afrique et les Français en Indochine exportèrent tous leur culture en tant que puissant outil pour développer les échanges et le commerce, accroître leur influence politique et recruter les élites dans leur propre intérêt. Une étude de l'UNESCO réalisée en 1959 révélait que plus de la moitié des 81 pays sur lesquels portait cette enquête, y compris tous les plus grands, avaient des programmes officiels en matière de relations culturelles. Certaines des activités actuelles de la Communauté européenne reposent sur la diplomatie collective, c'est-à-dire la création d'organes de promotion des langues et d'échanges d'informations culturelles.

L'Argentine, le Mexique, l'Égypte, la Suède et l'Inde ont pour tradition d'exporter leurs médias dans les pays voisins. De plus, l'acquisition, ces dernières années, de studios de cinéma d'Hollywood par des sociétés étrangères amène à se demander si les Américains ne sont pas passés de l'état d'impérialistes culturels à celui de victimes de ces acquisitions. Quoi qu'il en soit, même si les États-Unis n'ont pas été les premiers à exporter leur mode de vie, c'est sur eux que les détracteurs étrangers ont continuellement concentré leurs craintes pour l'avenir.

Dans les années 1970 et 1980, par exemple, l'Europe occidentale a été le théâtre d'un nombre croissant de protestations antiaméricaines, de groupes pacifistes et de manifestations massives contre la présence américaine. En Europe, cet antiaméricanisme s'est bientôt étendu aux questions culturelles. Les critiques ont reproché aux produits américains d'exercer sur les consommateurs une influence qui allait bien au-delà de leur popularité. Ces produits semblaient dominer non seulement les marchés mais aussi les esprits étrangers. Pour un grand nombre d'intellectuels européens, la culture de masse, les films d'Hollywood et le consumérisme menaçaient apparemment la souveraineté et les traditions européennes ainsi qu'un ordre social basé sur la culture écrite. La culture de masse semblait également effacer les distinctions sociales, déborder les frontières nationales et propager le capitalisme.

Toutefois, ce que Pierre dit de Paul vous en dit souvent plus sur Pierre que sur Paul. Ce que les gens pensent de la culture américaine à travers le monde peut très bien nous éclairer davantage sur eux que sur les États-Unis.

CULTURE ET MONDIALISATION

Aujourd'hui, de nombreux politiciens et critiques culturels se lamentent, à travers le monde, de l'afflux de films américains.

Des représentants de l'Europe, par exemple, se préoccupent de leur identité culturelle et craignent déjà d'avoir perdu une bonne partie de leur auditoire au profit des produits américains. Sous le titre « Plus le satellite s'élève et plus la culture s'abaisse », l'ancien ministre français de la culture, Jack Lang, condamnait vigoureusement l'impérialisme culturel américain dans une interview de 1991. Cette critique n'était pas nouvelle. Dans les années 1970, deux Chiliens, le professeur Armand Mattelart et le romancier et critique Ariel Dorfman avaient écrit un pamphlet influent intitulé « Para leer al pato Donald » (Comment lire Donald Duck) qui fustigeait l'image déformée de la réalité donnée par Hollywood et recommandait aux Chiliens d'affranchir leur propre culture.

Des petits pays, des peuples isolés et des tribus inconnues percent dans les gros titres des revues internationales grâce à leurs protestations véhémentes contre les influences occidentales. De l'Islande à l'Amérique latine et de l'Afrique centrale aux Philippines, leurs représentants déplorent, semble-t-il, la disparition de leur culture sous l'influence croissante de la télévision et de la culture anglo-américaines.

À bien des titres, toutefois, l'expression « impérialisme culturel américain » est impropre. Selon le sociologue américain John Tomlinson, ce phénomène ne reflète peut-être que le progrès de la modernité, la disparition des cultures locales et non pas une expansion culturelle. Le progrès technologique et économique mondial et son intégration diminuent simplement l'importance des cultures nationales. Il est par conséquent fallacieux de faire porter à un seul pays la responsabilité d'un phénomène mondial. Tous les pays sont au contraire affectés par une évolution culturelle mondiale.

À l'avenir, le terme « mondialisation » promet de remplacer l'accusation d'impérialisme culturel américain. La mondialisation a trait à la fois à la compression du monde et à la tendance croissante qui se dessine de considérer la planète comme un tout organique. Bien que beaucoup de gens parlent de la mondialisation comme d'un simple phénomène économique, il s'agit en fait d'un phénomène multidisciplinaire dans ses causes comme dans ses effets. Ce terme assez vague englobe de nombreuses caractéristiques de la modernisation comme les progrès du capitalisme, de

*À bien des titres, toutefois, l'expression
« impérialisme culturel américain »
est impropre.*

la technologie et du rationalisme scientifique européens.

Cependant, l'idée dominante est que les cultures et les sociétés ne coïncident pas nécessairement avec les frontières des nations.

En d'autres termes, le progrès de

la culture de masse moderne n'est peut-être pas imputable aux États-Unis.

Au cours de ces dernières décennies, l'accusation internationale d'« impérialisme culturel » s'est généralement éloignée de son caractère antiaméricain pour revêtir un aspect plus mondial dépourvu d'ennemi identifiable unique. Les principaux critiques des États-Unis eux-mêmes ont aligné leurs reproches antérieurs sur ces tendances. Déjà dans les années 1980, Armand Mattelart mettait en garde contre l'usage répandu et impropre du terme « impérialisme culturel ». Il soulignait que ce terme n'impliquait pas un complot extérieur et ne pouvait résulter que d'une combinaison de forces (d'élites) internationales et autochtones.

Si le concept de domination culturelle américaine est contestable, pourquoi l'antiaméricanisme a-t-il gagné du terrain presque partout, au cours des dernières décennies ? Les raisons ont souvent moins à voir avec les États-Unis qu'avec les protestataires eux-mêmes. Dans un sens, il n'y a pas un modèle unique d'antiaméricanisme culturel américain mais seulement une variété d'expressions hétérogènes de ce phénomène conditionnées par des préoccupations géographiques et des cycles historiques. La forme et le contenu de ce phénomène diffèrent, non seulement en fonction de l'espace mais aussi en fonction du temps : chaque époque, chaque groupe a ses propres formes d'antiaméricanisme. Au XX^e siècle, la critique se fondait surtout sur l'aspect économique des exportations américaines. Au XXI^e siècle, on semble s'inquiéter davantage, à travers le monde, des répercussions politiques mondiales de la puissance américaine.

Au temps de la guerre froide, l'antiaméricanisme français avait eu son origine dans la scission entre communisme et socialisme. Les débats publics dénonçaient l'expansionnisme américain, l'OTAN et ce que l'on considérait comme l'influence corruptrice de l'art américain, qui tous horrifiaient les élites françaises mais pas la masse des électeurs. L'« American Way of Life » fascinait au contraire une génération de jeunes Français épris de consumérisme, d'une amélioration du niveau de vie et de croissance économique.

Le cas de la France est instructif car il fait ressortir le

paradoxe le plus fondamental de l'antiaméricanisme culturel. À aucun moment cette critique n'a-t-elle été imaginable sans son contraire, le pro-américanisme. La tension entre ces deux tendances est nécessaire à l'existence des deux phénomènes : les grandes espérances et les désillusions amères vont toujours de pair.

La plupart des États puissants ont néanmoins appris une leçon historique fondamentale, à savoir que la puissance engendre la méfiance : plus un pays dominant exerce de puissance et plus l'antagonisme des autres pays s'accroît. Dans la période d'entre-deux-guerres et même durant les premières années de la guerre froide, un certain nombre d'observateurs politiques et culturels l'avaient compris et avaient mis les décideurs américains en garde contre les conséquences de ce phénomène. Lorsque les États-Unis sont devenus une superpuissance, il était inévitable, selon le théologien américain Reinhold Niebhuur, que les étrangers « haïssent ceux qui exercent un pouvoir sur eux » – et c'est vrai tant sur le plan culturel que sur le plan politique. En nous interrogeant sur l'avenir de la mondialisation et sur le rôle que les États-Unis joueront dans ce contexte, peut-être souhaiterions-nous nous souvenir des paroles de ce sage. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

RÉUSSITES MONDIALES

Dans notre village planétaire, la renommée ne s'arrête plus aux frontières nationales. Vedettes de cinéma, musiciens, athlètes, concepteurs, dessinateurs et entrepreneurs figurent parmi les nombreux groupes de gens qui «ont réussi» au niveau international en partageant leur talent et leur culture avec la communauté mondiale. Le reportage photo qui suit présente certaines de ces personnalités, dont beaucoup ont tiré parti de leur célébrité pour améliorer les conditions de vie d'autres personnes moins favorisées qu'elles. C'est ainsi, par exemple que Dikembe Mutombo (ci-dessous), vedette de basket-ball originaire du Congo, est un philanthrope connu qui a fait don de millions de dollars pour établir le premier centre hospitalier moderne de Kinshasa (République démocratique du Congo). Mutombo, qui joue pour les Rockets de Houston, est accompagné ici de ses coéquipiers, la vedette chinoise Yao Ming et l'Américain David Wesley. (© AP/WWP pour toutes les photos)





La rock star irlandaise Bono, leader de U2, en concert lors du premier de cinq concerts du groupe qui a joué à guichets fermés au Madison Square Garden de New York. En 2006, U2 s'est adjugé cinq prix Grammy, récompense suprême de l'industrie de la musique américaine. Outre sa renommée due à ses talents musicaux, Bono est connu au niveau international pour les efforts qu'il déploie dans la lutte pour enrayer la propagation du VIH/sida en Afrique.

L'actrice de Bollywood Neha Dhupia et l'acteur pakistanais Moammar Rana posant pour le photographe lors de la promotion de leur prochain film *Kabhi Pyar Na Karna* (Ne tombez jamais amoureux). Bollywood (Bombay + Hollywood), capitale du cinéma indien, est d'une extraordinaire prolifération, la plus forte au monde : elle produit chaque année des centaines de films qui ont des centaines de millions de spectateurs dans le monde entier. Beaucoup des grandes vedettes, cinéastes et producteurs de Bollywood ont uni leurs efforts pour mobiliser des fonds pour les victimes des tsunamis en 2005.



Les joueurs Hideki Matsui (à gauche) et Ichiro Suzuki (à droite), respectivement des Yankees de New York et des Mariners de Seattle, ont su opérer la transition qui les a amenés du base-ball japonais aux ligues majeures du base-ball américain. D'après mlb.com, 29,2 % des joueurs de base-ball des ligues majeures inscrits le jour de l'ouverture de la saison en 2005 étaient nés hors des États-Unis. Ces joueurs représentaient 15 pays étrangers, Porto Rico et les îles Vierges.

Le cinéaste renommé Stephen Spielberg, l'actrice malaisienne Michelle Yeoh et l'acteur japonais Ken Watanabe lors de la première du film *Mémoires d'une geisha*. Michelle Yeoh a également joué dans *Tigre et dragon* et dans *Demain ne meurt jamais*. À l'actif de Stephen Spielberg figurent des superproductions telles que les séries d'*Indiana Jones* et de *Jurassic Park*. Ken Watanabe a aussi joué dans *Le dernier samouraï*.



L'actrice française Audrey Tautou est devenue une star internationale en interprétant l'héroïne du film de Jean-Pierre Jeunet, *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain*. Elle a également la vedette dans *Un long dimanche de fiançailles*, production franco-américaine.

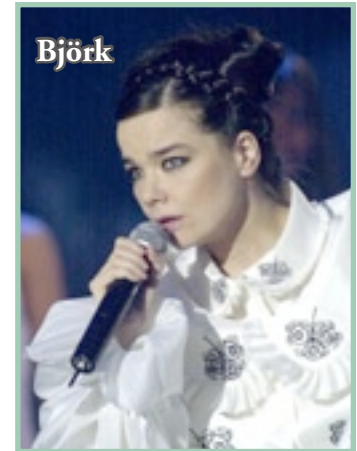
Durant les années 50, 60 et 70, le footballeur brésilien Pelé est allé quatre fois en Coupe du monde avec l'équipe du Brésil et a marqué 1 280 buts au cours d'une carrière de 1 360 matches. Légende vivante au Brésil, il restera connu pour la postérité comme l'homme qui a amené le football association aux États-Unis. Il fait également beaucoup pour les enfants dans le cadre de l'UNICEF.



Les films de Jackie Chan allient fréquemment un humour désopilant et l'action et les arts martiaux. À l'instar de Michelle Yeoh, Jackie Chan effectue lui-même ses cascades. On relève dans sa filmographie *New Police Story*, *Rush Hour*, *Rush Hour 2* et *Shanghai Kid*. Jackie Chan est également ambassadeur itinérant de l'UNICEF et il a fait don de 65 000 dollars aux sinistrés des tsunamis de l'océan Indien.



Björk, chanteuse et actrice, est peut-être la personnalité pop islandaise la plus célèbre. Elle a remporté le prix d'interprétation féminine au Festival de Cannes en mai 2000 pour son rôle dans *Dancer in the Dark*. Une des chansons de ce film qu'elle interprète, « I've seen it all », était également candidate de la meilleure chanson aux Oscars en 2001. Björk s'est aussi produite au concert *Live 8* au Japon en faveur de l'aide à l'Afrique. Son album *Army of Me* a été lancé au profit des victimes des tsunamis de l'océan Indien.



Eiji Aonuma est un concepteur et directeur de jeux vidéo japonais, auteur notamment de la série à succès de Nintendo *La légende de Zelda*. Le fait que les jeux vidéo sont généralement interactifs, distrayants et font appel à l'esprit de compétitivité des gens contribue à leur popularité internationale. Beaucoup d'entre eux offrent aux joueurs la possibilité de jouer



seuls contre l'ordinateur, contre des amis, ou en ligne avec d'autres joueurs du monde entier.

Familière des prix Grammy, la chanteuse Maria Rita est la fille de la vocaliste brésilienne Elis Regina (aujourd'hui décédée) et du pianiste, arrangeur et compositeur de jazz et de musique pop César Camargo Mariano. Son premier CD, qui porte son nom, a été accueilli avec enthousiasme par les critiques comme par le public et lui a valu trois prix Grammy de la musique latine, à savoir ceux de meilleure interprète, meilleur album MPB (Musica Popular Brasileira) et meilleure chanson brésilienne (en portugais). Le *New York Times* l'a décrite comme « le plus grand phénomène de la musique populaire brésilienne depuis des années ».





System of a Down



Shakira

La musique du groupe System of a Down basé à Los Angeles, amalgame de funk et de heavy metal, attire les plus jeunes tandis que les paroles retiennent l'attention des plus de 20 ans. Tous les membres du groupe sont d'origine arménienne, deux étant nés au Liban, un en Arménie et un en Californie.

La chanteuse colombienne Shakira au style novateur alliant le pop et le rock s'est acquise une place parmi les stars internationales. Elle s'est vu décerner le Grammy de meilleure vocaliste (pour « Ojos Asi ») lors de la cérémonie inaugurale des *Latin Grammy Awards* en 2000. Elle a réaffirmé son statut de superstar l'année suivante avec « Laundry Service », qui a grimpé au hit-parade des 5 meilleures chansons pop aux États-Unis.

Seiji Horibuchi, fondateur de Viz Communications et éditeur de *Shonen Jump*, devant des personnages de bandes dessinées à l'entrée des bureaux de sa compagnie à San Francisco. Les animations, jouets et jeux vidéo japonais sont très populaires dans le monde entier, parmi tous les groupes d'âge et sans distinction de sexe. Les bandes dessinées « manga » et les « animés » japonais connaissent une évolution rapide et passent d'un petit créneau de marché spécialisé à un phénomène de masse aux États-Unis.



Seiji Horibuchi



Sean Paul

Dû à Sean Paul, « Baby Girl », sorti en 1996, a marqué le début d'une série de reggaes au succès incontestable qui ont prouvé que l'authentique dancehall reggae jamaïcain pouvait devenir un genre populaire auprès d'un public mondial. L'album de Sean Paul *Dutty Rock* a franchi la barre du double platine, approchant des six millions d'exemplaires au niveau mondial, et a valu à son auteur de multiples prix de grand prestige, dont le Grammy du meilleur album reggae en 2004.

La chanteuse Beyonce Knowles et le gourou de la mode Tommy Hilfinger lors du lancement d'un nouveau parfum Hilfinger. Compositrice et interprète chevronnée, Beyonce, née à Houston (Texas), chante en français et en anglais. Elle s'est vu décerner de nombreux Grammys et se produit fréquemment dans des galas de bienfaisance tels qu'un concert contre le sida en Afrique du Sud en 2003. Elle fait partie d'une entreprise véritablement familiale, avec son père impresario et sa mère conceptrice de costumes. Originaire d'Elmira (État de New York), le dessinateur de mode Hilfinger a su transformer une entreprise de jeans et de tenues sportives pour hommes en un empire mondial d'un demi-milliard de dollars, qui produit aujourd'hui des vêtements pour femmes et enfants, des lunettes, des parfums et des objets d'ameublement.



Beyonce Knowles

Tommy Hilfinger



Gérard Depardieu

Gérard Depardieu, peut-être le premier acteur français d'aujourd'hui, s'est produit sur scène et à l'écran, et a interprété des personnages tels que Cyrano de Bergerac, le Comte de Monte Cristo, Napoléon et Obélix. Il a joué dans des films américains tels que *L'homme au masque de fer* et *La carte verte*. Il tiendra également un grand rôle dans le film de Sam Weisman *Knights of Manhattan*, qui doit sortir en 2006.

MONDIALISATION, DROITS DE L'HOMME ET DÉMOCRATIE

DANIEL GRISWOLD



M. Daniel Griswold est directeur du Center for Trade Policy Studies au Cato Institute de Washington. Il est l'auteur de nombreux articles et études sur le commerce, l'immigration et la mondialisation, dont une étude de janvier 2004 intitulée « Troquer la tyrannie contre la liberté : comment l'ouverture des marchés prépare le terrain pour la démocratie » qu'on peut consulter sur le site internet www.freetrade.org.

Lorsque le commerce et la mondialisation sont discutés au Congrès et dans les médias américains, l'accent est presque entièrement mis sur leurs effets économiques aux États-Unis sur l'industrie manufacturière, l'emploi et des salaires. Mais le commerce ne consiste pas simplement à exporter du soja et des machines-outils. Il implique aussi l'exportation de la liberté et de la démocratie.

Depuis le 11 septembre 2001, le gouvernement Bush fait valoir l'argument selon lequel le commerce peut et doit contribuer à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le reste du monde. Dans un discours prononcé en 2002, le président Bush déclarait : « Le commerce crée des habitudes de liberté et ces habitudes font naître l'espérance de la démocratie ainsi que des revendications en faveur de meilleures institutions démocratiques. Les sociétés ouvertes au commerce

international s'ouvrent davantage à démocratie à l'intérieur de leurs frontières. »

COMMERCE, DÉVELOPPEMENT ET RÉFORMES POLITIQUES

L'existence d'un lien entre commerce, développement et réformes politiques n'est pas un simple cliché. En théorie comme dans la pratique, la liberté économique et la liberté politique se renforcent mutuellement. Les philosophes politiques, d'Aristote à Samuel Huntington, ont noté que le développement économique et l'expansion de la classe moyenne pouvaient fournir un terrain plus fertile à la démocratie.

Le commerce et la mondialisation peuvent stimuler les réformes politiques en permettant aux gens d'exercer une influence plus grande sur leur existence quotidienne. Dans les pays peu développés, l'expansion des marchés signifie que les gens n'ont plus besoin de soudoyer leurs fonctionnaires ou de les supplier pour obtenir l'autorisation d'importer un poste de télévision ou des pièces détachées pour leur tracteur. Le contrôle des changes ne limite plus leur liberté de voyager à l'étranger. Ils peuvent acquérir plus facilement les outils de la communication tels que téléphones portables, accès à l'internet, télévision par satellite et télécopieurs.

En tant que travailleurs et producteurs, les habitants des pays plus ouverts sont moins tributaires des autorités pour leur source de revenu. Ainsi, dans une économie ouverte favorable à l'économie de marché, le gouvernement ne

peut plus priver les journaux indépendants de papier d'imprimerie quand ces derniers déplaisent au pouvoir. Dans une économie et une société ouvertes, «l'effet CNN» de la presse mondiale et de l'attention des consommateurs met en lumière et dénonce les abus infligés aux travailleurs.

Les sociétés multinationales ont plus tendance à offrir des avantages et des salaires compétitifs dans des pays en voie de développement ouverts au monde que dans les pays fermés.

La liberté économique et l'augmentation des revenus, à leur tour, aident la classe moyenne à s'instruire, notamment sur le plan politique. Une classe plus importante d'hommes d'affaires et une société civile plus aisée donnent naissance

Ce phénomène a une application dans la politique étrangère américaine car le commerce et le développement ainsi que leurs avantages économiques peuvent s'avérer être de puissants instruments de promotion de la liberté et de la démocratie à travers le monde.

forte qu'il y a trente ans mais on est moins conscient du fait que le monde est plus démocratique qu'il n'était alors. Selon les enquêtes les plus récentes de *Freedom House*, la proportion de la population mondiale qui jouit pleinement de la liberté politique et civile s'est accrue considérablement au cours des

trois dernières décennies, de même que la proportion de gouvernements démocratiques.

Dans son rapport annuel publié en décembre 2005, cette organisation de recherche sur les droits de l'homme signale que 46 % de la population mondiale vivent maintenant dans des pays classés comme libres, «des pays dans lesquels les citoyens peuvent rivaliser sur le plan politique, dans un climat caractérisé par le respect des libertés civiles, par une vie civique remarquablement indépendante et par des médias indépendants.» Par opposition aux 15 % de l'humanité qui jouissaient d'un niveau équivalent de liberté en 1973, le pourcentage de gens qui vivent dans des pays «non libres», c'est-à-dire systématiquement privés de la liberté politique et civile, est tombé de 47 à 36 % pendant la même période. Le pourcentage de la population des pays «partiellement libres» s'est maintenu à 18 %. Pendant la même période, le pourcentage de gouvernements démocratiques a atteint 64 %, soit le niveau le plus élevé des 33 années étudiées par *Freedom House*.

Principalement grâce aux vents libérateurs de la mondialisation, l'augmentation de 11 points de pourcentage de la proportion de la population mondiale qui, dans les trente dernières années, est passée de «non libre» à «libre» signifie que 650 millions d'êtres humains de plus jouissent aujourd'hui d'une liberté civile et politique qui semble aller de soi dans des pays comme les États-Unis, le Japon et la Belgique, au lieu de souffrir sous le genre de tyrannie qu'on continue à constater dans la plupart des pays répressifs.

À l'intérieur des pays, un lien semble également exister entre la liberté économique et la liberté politique. Une étude réalisée en 2004 par le *Cato Institute* et intitulée «Troquer la tyrannie contre la liberté» constate que les pays relativement ouverts à l'économie mondiale ont beaucoup plus de chances d'être des démocraties qui respectent la liberté civile et politique de leurs habitants que les pays relativement fermés. Et ces derniers ont beaucoup plus tendance à refuser systématiquement la liberté civile et politique à leurs habitants que les pays ouverts.



En octobre 2004, l'exportateur de cuir Girma Hagos lit les nouvelles sur l'internet à Addis-Abeba (Éthiopie), afin de se renseigner sur les prochaines élections américaines.

à des dirigeants et à des centres d'influence en dehors du gouvernement. Avec le temps, les gens qui jouissent de liberté sur le plan économique veulent également exercer leurs droits politiques et civils et s'attendent à pouvoir le faire. En revanche, un gouvernement qui coupe ses citoyens du reste du monde peut plus facilement les tenir sous sa dépendance et les priver des ressources et de l'information qu'ils pourraient utiliser pour contester son autorité.

LES PROGRÈS DE LA DÉMOCRATISATION

La théorie veut que le commerce, le développement et la liberté politique et civile soient liés dans le monde réel. Tout le monde peut reconnaître que la mondialisation est plus

DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES AUX RÉFORMES POLITIQUES

Au cours des deux dernières décennies, un certain nombre de pays ont suivi la voie de réformes économiques et commerciales menant aux réformes politiques. Dans les années 1980, la Corée du Sud et Taïwan étaient encore gouvernés par des régimes autoritaires qui ne permettaient guère une contestation ouverte. Aujourd'hui, après des années d'expansion du commerce et d'augmentation des revenus, ces deux pays sont des démocraties multipartites qui respectent pleinement la liberté politique et civile de leurs citoyens. D'autres pays qui ont résolument suivi cette double voie de réforme sont le Chili, le Ghana, la Hongrie, le Mexique, le Nicaragua, le Paraguay, le Portugal et la Tanzanie.

En d'autres termes, les gouvernements qui accordent à leurs citoyens une grande liberté pour leur participation au commerce international s'aperçoivent qu'il est de plus en plus difficile de les priver de liberté politique et civile, alors que les gouvernements qui « protègent » leurs citoyens derrière des barrières tarifaires et autres obstacles au commerce international peuvent beaucoup plus facilement leur refuser les mêmes libertés. Certes la corrélation entre l'ouverture économique et la liberté politique n'est pas absolue dans tous les pays, mais les tendances générales sont indéniables.



Kamel, le jockey robot, monte un chameau lors d'une course d'essai à Doha (Qatar), en avril 2005. Le Qatar projette de remplacer les enfants jockeys par des robots dans les courses de chameaux.

Ce phénomène a une application dans la politique étrangère américaine car le commerce et le développement, ainsi que leurs avantages économiques, peuvent s'avérer être de puissants instruments de promotion de la liberté et de la démocratie à travers le monde.

En Chine par exemple, les réformes économiques et la mondialisation laissent espérer des réformes politiques. Après 25 années de réformes et de croissance rapides,



Un enfant affranchi de la servitude est recueilli dans un centre de rééducation d'Accra, au Ghana. Des centaines de ces enfants ont été libérés ces dernières années grâce à l'attention portée à ce problème par la communauté internationale.

une classe moyenne en expansion jouit pour la première fois d'indépendance pour l'acquisition d'un logement, les voyages à l'étranger et la coopération avec des entreprises économiques non soumises à un contrôle gouvernemental. Le nombre de lignes téléphoniques, de téléphones portables et d'utilisateurs de l'internet a augmenté exponentiellement au cours des dix dernières années. Des millions d'étudiants et touristes chinois voyagent à

l'étranger chaque année. Ce ne peut être qu'une bonne nouvelle pour la liberté individuelle en Chine en même temps qu'un problème croissant pour le gouvernement.

La liberté du commerce et la mondialisation peuvent aussi contribuer à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme au Moyen-Orient. Dans un discours prononcé en mai 2003 dans lequel il exposait son plan en faveur d'une zone de libre-échange au Moyen-Orient, le président Bush déclarait : « Le monde arabe a une grande tradition culturelle mais il ne profite généralement pas du progrès économique de notre époque. À travers le monde, la liberté des marchés et du commerce aide à venir à bout de la pauvreté et donne aux hommes et aux femmes l'habitude de la liberté ».

La stagnation économique du Moyen-Orient alimente le terrorisme, non pas en raison de la pauvreté mais à cause de l'absence de possibilités et d'espoir en un avenir meilleur, en particulier chez les jeunes. Les jeunes qui ne trouvent pas de travail valable et qui ne peuvent participer au processus politique sont des proies faciles pour les fanatiques religieux et les recruteurs de terroristes. Tout programme visant à encourager une plus grande liberté au Moyen-Orient doit comprendre la promotion de la liberté économique et de l'ouverture.

L'AVENIR

Sur le plan multilatéral, un accord constructif par le truchement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) créerait un climat mondial plus favorable à la démocratie et aux droits de l'homme. En ouvrant leurs marchés relativement fermés et en obtenant un plus grand accès aux marchés des pays riches, les pays peu développés pourraient parvenir à des taux supérieurs de croissance et développer leur classe moyenne, pivot de la plupart des démocraties. Le succès de la série de négociations de l'OMC sur le développement qui avait commencé en 2001 à Doha renforcerait à la fois la mondialisation et le progrès de la liberté politique et civile qui ont marqué ces dix dernières années. En revanche, un échec retarderait et entraverait le progrès sur ces deux fronts pour des millions de gens.

Au cours des trois dernières décennies, la mondialisation, les droits de l'homme et la démocratie ont progressé de pair, de façon hésitante certes, et pas toujours au même rythme ou partout, mais d'une manière qui montre indubitablement qu'ils sont liés. En encourageant la mondialisation dans les pays peu développés, non seulement nous aidons à accroître les taux de croissance et les revenus, à améliorer les niveaux de vie et à nourrir, vêtir et loger les pauvres, mais nous faisons progresser la liberté civile et politique. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

LA MONDIALISATION DE LA CRIMINALITÉ ET DU TERRORISME

LOUISE SHELLEY



Mme Louise Shelley est professeur à l'École des services internationaux et fondatrice et directrice du Centre sur la criminalité et la corruption transnationales de l'American University de Washington. Grande experte de la criminalité transnationale et du terrorisme, elle est l'auteur de Policing Soviet Society et de Crime and Modernization, ainsi que de nombreux articles et chapitres de livres consacrés à tous les aspects de la criminalité transnationale.

À la fin du XX^e siècle est apparu un nouveau phénomène : la mondialisation simultanée de la criminalité, du terrorisme et de la corruption, une dangereuse « trinité » qui se manifeste dans toutes les régions du monde. Elle se rencontre dans les pays les plus pauvres de l'Amérique latine et de l'Afrique, mais également au cœur de l'Europe prospère. Profitant de la corruption, des groupes de criminels et des cellules terroristes agissent ensemble, que ce soit dans la zone dite de la triple frontière en Amérique latine (Brésil, Paraguay, Argentine) ou dans le cadre des conflits régionaux de l'Afrique de l'Ouest, dans l'ex-Union soviétique ou dans les prisons d'Europe occidentale. La criminalité et le

terrorisme sont également associés en Australie, en Asie et en Amérique du Nord, ainsi qu'en témoignent des affaires criminelles qui confirment l'intégration importante de ces activités.

Cette trinité est cependant plus complexe que le simple recours des terroristes à des activités criminelles pour financer leurs activités ou la circulation accrue de biens illicites à l'échelle mondiale. Il s'agit plutôt d'un phénomène distinct, dans le cadre duquel des réseaux criminels mondiaux agissent avec des terroristes, les deux groupes menant ainsi à bien leurs activités, à la faveur d'une corruption généralisée.

Cette distinction artificielle qu'on fait entre criminalité et terrorisme se fonde sur une définition obsolète des deux phénomènes. Le précepte selon lequel les criminels seraient motivés par l'appât du gain et les terroristes exclusivement par des convictions politiques ne correspond plus à la réalité contemporaine. Les criminels ne font plus partie d'organisations hiérarchiques ne menaçant pas l'État – comme c'était le cas de la mafia sicilienne ou des Yakuza japonais. Les terroristes, dont l'action est souvent financée par des activités criminelles, passent souvent de la criminalité au terrorisme et vice versa. La structure en réseaux de ces deux groupes leur permet d'entrer en contact, sans que les uns aient nécessairement toujours conscience

de l'identité des autres. Il se peut que les deux groupes coopèrent directement ou qu'ils soient en contact par le biais d'intermédiaires. Par exemple, à Los Angeles, l'école de langues qui a fourni des visas à certains des pirates de l'air du 11 septembre 2001 en a également fourni à des prostituées appartenant à un grand réseau de traite d'êtres humains. Ce réseau se livrait également à des vols d'identité susceptibles de faciliter les agissements de terroristes.

Contrairement à l'opinion selon laquelle ce phénomène serait né avec la mondialisation, la criminalité organisée et le terrorisme existent depuis longtemps à l'échelle internationale. Dans les années 1930 déjà, les membres de la mafia italienne des États-Unis se rendaient à Kobé (Japon) ou à Shanghai (Chine) pour s'approvisionner en drogue



Des mineurs cherchent des diamants dans le Nord-Est de la Sierra Leone, près de la frontière avec la Guinée, en juin 2004. Les exportations de diamants provenant de la Sierra Leone ont été interdites par l'ONU de 2000 à juin 2003 car ces « diamants de la guerre » avaient servi à financer des combats dans la région.

et des membres de divers groupes criminels américains se réfugiaient en Chine pour échapper à la justice américaine. Des membres de l'Armée républicaine irlandaise ont trouvé refuge dans des communautés irlandaises implantées à l'étranger, qui apportaient également un appui financier à l'organisation agissant en Irlande.

La nouveauté tient cependant à la rapidité et à la fréquence de ces échanges, ainsi qu'au degré de coopération entre ces deux formes de criminalité transnationale.

Les criminels aussi bien que les terroristes ont établi des réseaux transnationaux, répartissant entre plusieurs continents leurs activités, leur planification et leurs moyens logistiques et semant ainsi la confusion parmi les systèmes judiciaires nationaux qui ont l'habitude de combattre la criminalité transnationale sous toutes ses formes. Les criminels transnationaux bénéficient grandement de la mondialisation. Les terroristes et criminels font circuler des personnes, de l'argent et des marchandises dans un monde

où les flux de plus en plus importants de personnes, d'argent et de marchandises masquent à merveille leurs agissements. Les terroristes aussi bien que les criminels transnationaux ont internationalisé leur action pour atteindre leurs cibles, commettre leurs actes et échapper aux autorités.

LE LIEN AVEC LA MONDIALISATION

Les réseaux internationaux de criminalité organisée ont mondialisé leurs activités pour les mêmes raisons que les sociétés multinationales les plus respectables. Les sociétés multinationales établissent des filiales dans le monde entier pour tirer parti d'une main-d'œuvre ou de marchés de matières premières intéressants. Les groupes qui agissent dans l'illégalité font de même. En outre, les groupes internationaux, qu'ils soient légaux ou illégaux, s'implantent également à l'échelle mondiale pour répondre à leurs besoins de production, de commercialisation et de distribution. Les groupes illégaux parviennent à étendre leur champ d'action en tirant parti du nouveau contexte économique, grâce à la révolution des communications et des transports internationaux. Les terroristes ont eux aussi mondialisé leur action, en tirant parti de la possibilité de recruter à l'échelle internationale, de rester proches de communautés d'émigrés qui puissent leur apporter un appui logistique et financier et d'accéder à des communautés plus fortunées.

La fin de la guerre froide a pour beaucoup contribué à la montée de la criminalité transnationale. La fin du face-à-face entre super-puissances a réduit le risque de conflits de grande envergure, mais depuis la fin des années 1980, le nombre de conflits régionaux a augmenté de façon exponentielle. Malheureusement, les armes et les combattants qui alimentent ces conflits sont souvent liés à des activités criminelles transnationales, par exemple au trafic de drogues, de diamants et d'êtres humains. Ces conflits ont donné lieu à un nombre sans précédent de réfugiés et ont nui aux activités économiques licites de ces régions, qui sont alors devenues des lieux privilégiés de recrutement de terroristes ou des refuges où former des terroristes et planifier leurs agissements.

L'essor des activités transnationales illicites a été énormément aidé par les grands progrès technologiques réalisés après la Deuxième Guerre mondiale. L'augmentation du trafic aérien civil, les améliorations des télécommunications (notamment le téléphone, la télécopie et les communications rapides via l'internet) et la croissance du commerce international ont facilité la circulation des biens et des personnes. Les criminels et les terroristes profitent de l'anonymat des salons de bavardage

sur l'internet et d'autres formes de communication informatisée pour planifier et mener à bien leurs activités. Les terroristes du 11 septembre se sont servis d'ordinateurs accessibles au public pour envoyer des messages et acheter leurs billets d'avion.

De même, les trafiquants de drogue colombiens planifient et effectuent leur commerce illicite au moyen de télécommunications codées.

La mondialisation s'accompagne d'une idéologie favorable au libéralisme économique et au libre-échange et d'une réduction de l'intervention des États. D'après les partisans de la mondialisation, la réduction des réglementations internationales et des obstacles au commerce et aux investissements aura pour effet d'accroître les échanges et le développement. Mais ces conditions favorables à la mondialisation contribuent

également de façon décisive à la hausse de la criminalité. Les groupes de criminels et les terroristes profitent de l'assouplissement considérable des réglementations, de la réduction des contrôles frontaliers et de la plus grande liberté qui en résulte pour étendre leur action au-delà des frontières et dans de nouvelles parties du monde. Ces contacts s'effectuent plus fréquemment et plus rapidement. Alors que la croissance du commerce légal est réglementée par l'application de politiques de contrôle des frontières, ainsi que par des agents des douanes et des systèmes bureaucratiques, les groupes de criminalité transnationale profitent librement des lacunes des systèmes juridiques nationaux pour étendre leur portée. Ils se rendent dans des régions dont ils ne peuvent être extradés, établissent leurs opérations dans des pays où l'application des lois est inefficace ou corrompue et blanchissent leurs capitaux dans des pays où règne le secret bancaire ou qui disposent de peu de mécanismes de contrôle efficaces. En répartissant ainsi

« Les groupes de criminels et les terroristes profitent de l'assouplissement considérable des réglementations, de la réduction des contrôles frontaliers et de la plus grande liberté qui en résulte pour étendre leur action au-delà des frontières et dans de nouvelles parties du monde. »

détecter les marchandises illicites parmi celles qui sont licites. Le pourcentage de porte-conteneurs dont la cargaison est vérifiée est très faible, ce qui facilite le trafic de drogue et d'armes et la contrebande. Il est ainsi possible de transférer

de la drogue à bord d'un thonier, afin d'échapper à toute détection, et une société de production de miel peut servir à transférer des fonds et à générer des profits pour Al-Qaïda.

De nombreuses formes de criminalité mondialisée se sont accentuées au cours des dernières décennies.

Le trafic de drogue a été le premier secteur d'activités illicites à maximiser ses profits à l'ère de la mondialisation. Les criminels ont tiré d'énormes bénéfices du trafic de drogues, et de nombreux terroristes en ont fait un important moyen de financement. Mais à mesure que la concurrence s'est intensifiée sur le marché de la drogue et que la répression de la communauté internationale s'est durcie, les bénéfices réalisés ont été réduits par la concurrence et l'accroissement des risques ; de nombreux



Photos:

1. Des policiers contrôlent l'arrivée de 200 kg de cocaïne saisis au Guatemala en novembre 2005.

2. Un agent des douanes pakistanais regarde quelques-uns des 1 500 objets anciens, valant des millions de dollars, confisqués à Karachi en juin 2005. Le trafiquant a été arrêté.

3. Une peau de tigre et d'autres objets exposés lors de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, tenue à Bangkok (Thaïlande) en octobre 2004.

criminels et terroristes se sont donc tournés vers d'autres formes de criminalité facilitées par la mondialisation de l'économie. Les criminels aussi bien que les terroristes ont par la suite tiré des profits financiers

de l'augmentation du trafic d'armes et du commerce d'êtres humains. On a également observé une progression très importante du commerce illicite d'espèces protégées, de déchets toxiques, d'œuvres d'art et d'antiquités volées, de produits de contrefaçon et de la criminalité mondialisée liée aux cartes de crédit. Les groupes de criminalité organisée et les terroristes exploitent toutes ces activités, parfois même conjointement.

Un secteur de services de taille importante s'est également développé pour répondre aux besoins de toutes les formes de criminalité transnationale. Il s'agit notamment de pourvoyeurs de faux documents, de blanchisseurs d'argent et même d'experts de haut niveau qui fournissent des services juridiques, financiers et comptables aux deux groupes. Cette tendance se manifeste entre autres par le fait que l'établissement bancaire Riggs Bank de Washington, qui a compté parmi ses clients honnêtes des présidents américains et un grand nombre de membres des milieux diplomatiques internationaux, a été poursuivi en justice pour avoir blanchi des capitaux du dictateur de la Guinée équatoriale et facilité le transfert de fonds en direction de terroristes, ce qui lui a valu une amende de 25 millions de dollars. Cette affaire montre que les activités des criminels et terroristes ne restent pas toujours dans l'économie de l'ombre mais se mêlent souvent au système économique légitime.

QUE PEUT-ON FAIRE ?

Il faut que nous modifions radicalement notre approche de la sécurité internationale. En s'accrochant à la distinction artificielle et dépassée selon laquelle les criminels seraient motivés seulement par le profit et les terroristes seulement par des convictions politiques ou religieuses, les décideurs, les forces de l'ordre et les stratégies militaires ne peuvent lutter efficacement contre le nouveau phénomène des réseaux criminels transnationaux.

Les États et les organisations multilatérales doivent abandonner leur conception de la sécurité datant de la guerre froide, selon laquelle les conflits entre États-nations constitueraient la principale menace pesant sur la sécurité internationale, laquelle pourrait donc être garantie par

« La lutte contre la criminalité n'est pas une question secondaire mais figure au cœur du combat à mener contre le terrorisme. »

les États. Par exemple, une stratégie qui viserait à empêcher la prolifération d'armes de destruction massive en interdisant seulement l'accès aux matériaux nécessaires à leur fabrication serait certes brillante

en théorie mais fatalement vouée à l'échec, car, s'ils ne remédient pas aux menaces supplémentaires que constituent la corruption généralisée et les activités des réseaux criminels et terroristes, les États risquent d'instaurer un sentiment factice de sécurité.

Pour combattre la conjonction de la criminalité, du terrorisme et de la corruption dans un contexte mondial, il faut également remédier aux conditions sociales, politiques et économiques qui suscitent et entretiennent ces trois fléaux. Tous sont liés à des problèmes structureaux ayant trait aux inégalités économiques entre pays, à des régimes autoritaires et au manque de perspectives de nombreuses régions du monde. Une solution viable consiste à reconnaître et à combattre le sentiment d'aliénation qui est à l'origine d'une grande partie des actes de terrorisme, notamment parmi les populations islamiques. La possibilité d'avoir un emploi et de gagner sa vie joue à cet égard un rôle crucial pour de nombreux habitants des pays en développement, afin que, par exemple, les agriculteurs afghans et latino-américains n'aient plus à cultiver de la drogue pour subvenir aux besoins de leur famille.

La criminalité est souvent considérée comme secondaire par rapport au terrorisme. Depuis le 11 septembre 2001, de nombreuses ressources auparavant consacrées à la lutte contre la criminalité transnationale ont été réaffectées à la lutte contre le terrorisme. Il pourrait s'agir là d'une grave erreur, entre autres pour l'armée et les services de renseignement. La lutte contre la criminalité n'est pas une question secondaire mais figure au cœur du combat à mener contre le terrorisme. Les terroristes qui ont posé des bombes dans des trains à Madrid le 11 mars 2004 auraient pu en être empêchés si les autorités carcérales avaient fait attention au complot qui se tramait dans leurs établissements mêmes.

Les forces de police de Los Angeles, qui associent l'action de la police locale à celle des forces de l'ordre fédérales, constituent un exemple de stratégie efficace à cet égard. En faisant appel à la fois à des analyses d'experts et aux méthodes policières habituelles et en surveillant étroitement les activités criminelles au sein de leur communauté, les forces de police de Los Angeles ont brillamment réussi à déjouer d'éventuels complots terroristes et à tenir en échec des organisations qui financent

et facilitent le terrorisme. En faisant preuve de coopération et en réduisant les obstacles bureaucratiques, la police de Los Angeles a pu combattre le terrorisme sans recourir à un quelconque mécanisme juridique particulier et sans porter atteinte aux droits prévus par la loi.

Si la menace que constituent les acteurs non étatiques comme les criminels et terroristes transnationaux continue de s'accroître dans les décennies à venir, il faudra que la coopération internationale s'intensifie, que les lois soient mieux harmonisées et que les services de renseignements collaborent davantage. Nous devons cependant, dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de lutte contre la criminalité transnationale et le terrorisme, respecter les droits de l'homme et éviter des mesures qui entraîneraient une plus grande radicalisation et favoriseraient le terrorisme. C'est en modifiant notre conception des criminels, des terroristes et de la corruption, qui doivent être perçus comme interdépendants, et du traitement que nous leur réservons, que nous parviendrons à empêcher que les bienfaits de la mondialisation soient exploités au détriment de la sécurité internationale. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne correspondent pas nécessairement au point de vue ou à la politique du gouvernement des États-Unis.

L'INTERDÉPENDANCE MONDIALE AU PLAN DE LA SANTÉ

D. A. HENDERSON



Le docteur D. A. Henderson est professeur de médecine et de santé publique à l'université de Pittsburgh (Pennsylvanie). Il est chercheur en résidence au Centre de la biosécurité, conseiller auprès du ministère de la santé et des services sociaux des États-Unis sur la préparation aux situations d'urgence en matière de santé publique et ancien chef du service médical chargé de l'éradication de la variole à l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

On a découvert, ces 20 dernières années, un nombre étonnant de nouvelles maladies infectieuses, dont certaines ne touchent qu'un ou deux pays, alors que le sida poursuivait sa propagation inexorable pour devenir une épidémie mondiale et la quatrième cause de décès au niveau mondial. D'autres maladies, au moins une trentaine au total, ont également fait leur apparition. L'on s'attend à voir ce nombre augmenter considérablement du fait des changements démographiques, technologiques et sociaux radicaux survenus au cours des dernières décennies, qui ont modifié sensiblement le potentiel de transmission des maladies, et du fait aussi de l'accélération exponentielle de ces changements.

Le risque de pandémie de grippe aviaire, due à un nouveau virus, suscite actuellement des préoccupations dans le monde entier et constitue une grave menace pour tous les pays. Cette menace vient rappeler clairement que les progrès technologiques mondiaux peuvent contribuer à la propagation des maladies, mais aussi que la coopération mondiale peut favoriser l'instauration de contre-mesures efficaces. Il survient normalement tous les ans des flambées de grippe de par le monde. Si ces formes de grippe peuvent s'accompagner de symptômes graves et s'avérer mortelles chez les personnes âgées et les personnes souffrant d'affections pulmonaires ou cardiaques chroniques, pour la plupart des gens leurs manifestations se limitent généralement à de la fièvre et à des symptômes respiratoires qui durent environ une semaine. En revanche, il apparaît environ tous les 30 ans une nouvelle souche de virus grippal qui se propage dans le monde entier et qui cause de vastes épidémies, dites collectivement « pandémies ».

LA MENACE DE LA GRIPPE AVIAIRE

L'une des pandémies les plus graves est survenue en 1918, causée par un virus grippal qui s'est avéré considérablement plus létal que ses prédécesseurs et qui

a fait au moins 50 millions de morts dans le monde. Des craintes d'une éventuelle pandémie de gravité analogue ont été suscitées en 1997 lors de la découverte à Hongkong d'une nouvelle souche de virus grippal plus virulente (dite aujourd'hui souche H5N1 du virus de la grippe aviaire).

Exceptionnellement létale chez les volailles, en particulier chez le poulet, elle a également fait 18 victimes humaines et six d'entre celles-ci ont succombé à la maladie. Jamais auparavant un virus grippal n'avait-il eu un taux de mortalité aussi élevé chez l'homme. Tous les sujets touchés étaient des gens qui, de par leur travail, étaient en contact avec des poulets contaminés.

Heureusement, à cette époque, la maladie ne s'est pas transmise de l'homme à l'homme. Les autorités de la santé publique ont promptement ordonné l'abattage de



Chercheur chinois présentant des échantillons de vaccins humains contre la grippe aviaire à Pékin en novembre 2005.

« La menace de la grippe illustre clairement la nécessité d'une coopération mondiale renforcée pour déceler les dangers de maladies et s'en prémunir, où qu'ils surgissent. »

millions de poulets et le virus semblait avoir disparu. Malheureusement, six ans plus tard, le virus est réapparu chez les poulets et s'est propagé rapidement dans toute l'Asie du Sud-Est. Dix millions de poulets sont morts de la maladie ou on les a abattus pour tenter de lutter contre la propagation du virus. Près de 150 cas de grippe aviaire chez l'homme ont été signalés, la moitié d'entre eux ayant une issue mortelle.

La quasi-totalité des patients avaient été en contact étroit avec des oiseaux malades ou avaient dispensé des soins à un patient.

Les oiseaux sauvages sont maintenant infectés et, du fait de leur migration, le virus s'est répandu en Asie occidentale, en Europe orientale et en Afrique. La maladie continue de se propager et l'on s'inquiète, à juste titre, d'une éventuelle mutation du virus qui lui permettrait de se transmettre

directement de l'homme à l'homme. Étant donné le nombre actuel de voyageurs aériens, il est certain qu'il se répandrait dans le monde entier en l'espace de quelques semaines.

Il faudra développer un vaccin pour protéger l'homme de la maladie. Mais pour être

efficace, ce vaccin doit ressembler de près au virus capable de propagation humaine. Or, pour autant que les scientifiques le sachent, cette souche virale n'existe pas encore. Des efforts internationaux intenses sont donc en cours, associant les laboratoires, le personnel de la santé publique et le secteur privé, pour se procurer le virus dès que possible, dès que celui-ci commencera de se propager au sein de la population humaine, et pour mettre en œuvre de nouvelles approches de la fabrication de vaccins qui permettront d'en produire rapidement de grandes quantités.

LA NÉCESSITÉ D'UNE COOPÉRATION MONDIALE

La menace de la grippe illustre clairement la nécessité d'une coopération mondiale renforcée permettant de déceler les dangers de maladies et de s'en prémunir, où qu'ils surviennent. Cette coopération est plus urgente aujourd'hui qu'elle ne l'a été à aucune autre époque de l'histoire. Dans le monde des microbes, d'innombrables espèces se multiplient continuellement à des taux astronomiques, chacune se muant, s'adaptant et changeant pour assurer sa survie. Il est inévitable que, de temps à autre, il apparaisse des microbes dotés de différentes caractéristiques, certains particulièrement létaux pour l'espèce humaine et certains capables de croître et de se répandre particulièrement rapidement. Dans les sociétés agraires où la population est dispersée et où les villes et les villages sont de petite dimension, les nouveaux agents pathogènes risquent moins de se transmettre d'une personne à l'autre, et ils disparaissent à plus ou moins brève échéance. Même lorsqu'une nouvelle maladie se répandait dans une mesure appréciable dans une région ou un pays donnés, sa diffusion au-delà de cette aire était souvent réduite, du fait du faible déplacement des populations. La facilité avec laquelle nous voyageons aujourd'hui peut répandre les maladies les plus menaçantes, mais les progrès des communications peuvent également faciliter la coopération pour la recherche de remèdes, grâce à l'établissement de connexions mondiales au service de la santé.

De nos jours, les cas et les flambées de maladies, quelle qu'en soit la cause et où qu'ils se manifestent, présentent des menaces pour la santé des gens du monde entier. Aucune grande ville du monde n'est à plus de 36 heures de voyage d'une autre. En 2003, quelque 642 millions de voyageurs aériens ont débarqué dans 750 aéroports de 135 pays du globe. Les contrôles et les inspections aux frontières, jadis couramment pratiqués, se sont avérés sans valeur aucune pour la prévention des maladies, comme il est apparu clairement lors de l'épidémie de SRAS de 2003. Plus de 35 millions de passagers ont fait l'objet d'un dépistage aux fins d'une mise en quarantaine éventuelle. Aucun cas n'a été détecté. Si les voyageurs avaient été infectés, ils se seraient trouvés selon toute vraisemblance dans la phase silencieuse d'incubation de la maladie et n'auraient pas pu être détectés, quelles que fussent les mesures de dépistage appliquées. Nous assistons aujourd'hui à des flux de population d'une ampleur et d'une rapidité sans précédent.

La probabilité d'implantation de nouveaux agents microbiens est considérablement accrue du fait de la croissance rapide de la population urbaine. Il n'y a que 50 ans, seules deux villes comptaient plus de 7 millions d'habitants (New York et Londres) et la population mondiale n'était qu'à 20 % urbaine. Aujourd'hui, plus de 30 villes ont plus de 7 millions d'habitants et en fait sept d'entre elles en ont plus de 15 millions. Nombre de ces villes se trouvent dans des régions tropicales et subtropicales où le surpeuplement, la malnutrition, les carences de l'assainissement et la pollution sont monnaie courante. Elles offrent donc un terrain particulièrement propice à l'apparition de nouvelles maladies.

Deux autres grands facteurs qui contribuent à la propagation des maladies sont l'industrialisation et l'internationalisation des produits alimentaires. Il n'y a encore que quelques décennies, la plupart des aliments étaient produits à l'échelon local dans de petites exploitations agricoles et mis en conserve ou préparés en vue de leur commercialisation dans de petits établissements dont peu se livraient à des échanges commerciaux internationaux. En cas de contamination à un point quelconque de la production, seules quelques personnes étaient touchées. Avec la production et le traitement des produits alimentaires de grande envergure et la possibilité de réfrigérer les

« Un facteur rarement considéré mais d'une importance majeure qui facilite la propagation de la maladie est la large prolifération des hôpitaux, en particulier dans les pays et les régions à ressources économiques limitées et où le personnel qualifié est rare. »

aliments et de les expédier par avion, la contamination à un point donné de la chaîne de production peut déclencher des épidémies massives dans de nombreux pays. C'est ce qui s'est produit, à petite échelle, en août 2004 où un organisme du groupe *Shigella* a provoqué une épidémie de dysenterie bacillaire, maladie qui se manifeste par une grave diarrhée, à la suite d'une

contamination survenue dans une cuisine de préparation de repas pour une ligne aérienne américaine. Au total, 241 cas



À Kaboul, jeune Afghan sous une banderole affichant l'exhortation suivante : « VIH/sida – Résiste aux difficultés ! C'est notre responsabilité à tous. »

avérés ont été recensés, mais on estime qu'en réalité, ce sont quelque 9 000 cas qui sont survenus sur 219 vols à destination de 24 États fédérés des États-Unis et de quatre pays étrangers.

Un facteur rarement considéré mais d'une importance majeure qui facilite la propagation de la maladie est la large prolifération des hôpitaux, en particulier dans les pays et les régions à ressources économiques limitées et où le personnel qualifié est rare. Beaucoup de

ces établissements n'isolent guère les malades contagieux et la pénurie de matériel, voire son absence totale, fait que les aiguilles, les seringues et les instruments chirurgicaux ne sont pas stérilisés comme ils devraient l'être. Certains agents infectieux peuvent être véhiculés par le sang et, en fait, ce facteur a contribué dans une mesure importante à la propagation du sida dans certains pays. Par ailleurs, il est de coutume, dans le contexte de cette organisation des soins de santé, que le patient reçoive la visite d'un grand nombre de parents et d'amis venant de villes et des villages dispersés sur une vaste zone aux alentours des établissements de soins. Les poussées épidémiques explosives s'étendant sur de vastes superficies ne sont donc pas rares. Il a été démontré récemment que les hôpitaux étaient le principal foyer épidémique de rougeole et de fièvres hémorragiques telles

qu'en causent les virus Lassa, Ebola et Marburg.

En cet âge de la mondialisation qui est le nôtre, la santé de tout habitant du globe peut avoir une incidence sur celle de tous les autres. Nous n'avons pas encore saisi pleinement toutes les conséquences de ce fait, bien que le sida et la grippe aviaire s'avèrent importants dans la communication du message. Il est nécessaire de nous attaquer aux problèmes des maladies infectieuses, où qu'ils se manifestent. Une épidémie survenant aujourd'hui dans l'une des régions les plus reculées des continents africain ou américain peut, par exemple, donner lieu demain à des cas, voire à des flambées, pratiquement n'importe où dans le monde. En termes pratiques, l'adoption en mai 2005 du Règlement sanitaire révisé de l'OMS est une étape positive en direction de la mise en œuvre des activités partagées de recherche et développement nécessaires face aux problèmes des maladies où qu'elles surviennent et de l'établissement de réseaux internationaux de recherche et d'enseignement efficaces, de manière à ce que les observations et les constats importants puissent être communiqués et appliqués plus rapidement et plus efficacement. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Adaptation du Règlement sanitaire international aux réalités d'un monde plus solidaire

Le 23 mai 2005, l'Assemblée mondiale de la santé a adopté un nouveau Règlement sanitaire international applicable à la gestion des urgences de portée internationale dans le domaine de la santé publique. Les nouvelles règles, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) visent « à prévenir la propagation internationale des maladies, à s'en prémunir, à la maîtriser et à y réagir par une action de santé publique ». Elles reflètent également l'évolution de la nature des maladies mondiales depuis leur adoption initiale en 1969.

Le ministre de la santé et des services sociaux des États-Unis, M. Mike Leavitt, dans son allocution du 16 mai 2005 à l'Assemblée mondiale de la santé, a déclaré : « Le règlement révisé constituera un instrument très efficace que nous emploierons dans nos efforts visant à relever les défis des menaces biologiques, chimiques et radiologiques qui pèsent sur la santé publique, qu'elles soient naturelles, délibérées ou accidentelles. »

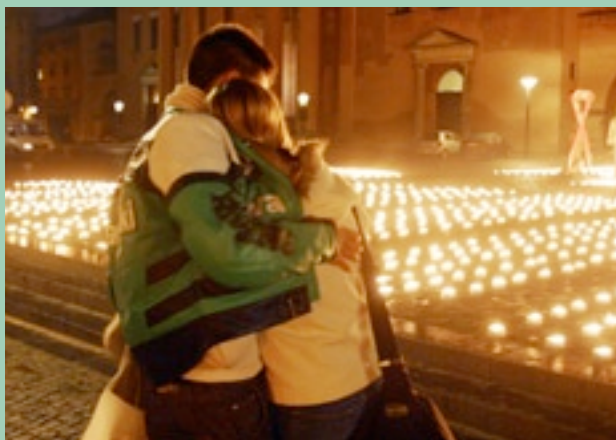
Selon l'OMS, le Règlement sanitaire international adopté en 1969 avait été conçu pour surveiller et pour combattre quatre grandes maladies infectieuses : le choléra, la peste, la fièvre jaune et la variole. Les nouvelles dispositions du Règlement exigent des États qu'ils notifient l'OMS de la survenue de tout événement et de toute maladie « susceptibles de constituer une

situation sanitaire d'urgence de portée internationale ». Les États doivent également signaler les risques pour la santé publique hors de leur territoire qui peuvent causer la propagation de maladies sur le plan international.

Le Règlement sanitaire révisé insiste sur les obligations de plus vaste portée qu'ont les pays de se doter de capacités nationales leur permettant d'appliquer des mesures préventives régulières, ainsi que de détecter les urgences sanitaires de portée internationale et d'y répondre. Ces mesures régulières comprennent des actions de santé publique dans les ports, les aéroports et aux frontières terrestres, ainsi que sur les autres moyens de transports utilisés pour les voyages internationaux.

Comme l'a noté l'OMS, l'objet du Règlement sanitaire international est d'assurer une protection maximale des personnes contre la propagation des maladies sur le plan international, tout en minimisant l'incidence sur les voyages et les échanges commerciaux mondiaux.

« Le règlement en vigueur avait été rédigé dans un monde très différent de celui dans lequel nous vivons aujourd'hui. Les voyages en avion étaient un luxe et le mouvement des marchandises et des personnes était relativement lent », a expliqué le Dr Guenael Rodier, directeur du département des maladies transmissibles : surveillance et action, au sein de l'OMS. « Aujourd'hui, les voyages et le commerce se sont développés bien au-delà de ce que prévoyait l'ancien règlement. Le nouveau règlement est conçu pour un monde qui, depuis la mondialisation, se parcourt en 24 heures et où une épidémie qui frappe un pays peut rapidement se propager à la surface du globe. » ■



Couple devant 2000 cierges allumés à la mémoire des victimes du VIH/sida à Copenhague (Danemark) à l'occasion de la Journée mondiale du sida.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

SOURCES :

<http://usinfo.state.gov/gi/Archive/2005/May/20-582917.html>

http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2005/pr_who03/fr/index.html

Coopération pour la mise en place de systèmes d'alerte aux tsunamis

Dans les 14 mois qui se sont écoulés depuis qu'un séisme de magnitude 9,15 a déclenché une série de tsunamis qui ont fait plus de 200 000 morts et ont déplacé des millions de personnes dans une dizaine de pays de l'océan Indien, ces pays et leurs partenaires internationaux se sont mis à l'œuvre pour éviter que les futures catastrophes naturelles se soldent jamais de nouveau par un bilan aussi lourd. Des plans visant à la mise en place d'un système d'alerte avancée pour la région ont pris forme lors de réunions tenues tout au long de l'année 2005 en divers lieux, qui reflètent la diversité et la multiplicité des partenaires internationaux qui déploient des efforts dans ce sens : le Japon, la France, Hawaï, l'Australie et, tout récemment, l'Inde.

À Haïderabad (Inde), les représentants de nombreuses nations de l'océan Indien se sont réunis du 14 au 16 décembre 2005 à l'occasion de la seconde session de la réunion du Groupe intergouvernemental de coordination pour le système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets, groupe de la Commission océanographique internationale (COI) de l'UNESCO. Avec des observateurs et des conseillers de l'Allemagne, des États-Unis et du Japon, les participants se sont penchés sur les détails techniques d'un nouveau système de détection des tsunamis et autres catastrophes naturelles. Le nouveau système prend forme en Australie, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, aux Maldives, à Sri Lanka et en Thaïlande ainsi que dans d'autres pays, qui ne possédaient jusqu'ici aucun mécanisme de ce genre.

Depuis que les tsunamis ont frappé, de nombreux pays, dont les États-Unis, fournissent des apports financiers et une assistance technique pour cette entreprise particulièrement complexe. Dans le cadre du Programme du système d'alerte aux tsunamis

dans l'océan Indien, divers organismes américains dépenseront 16,6 millions de dollars en deux ans pour appuyer le développement de capacités d'alerte précoce aux tsunamis et autres dangers dans l'océan Indien et pour soutenir l'initiative de la COI visant à élaborer un système d'alerte international pour 16 pays qui partageront des données sismiques et océanographiques.

L'élaboration d'un tel système est longue car il faut, pour alerter les populations à l'imminence de tsunamis et d'autres dangers, un système « de bout à bout », autorisant l'évaluation des dangers et des risques pour chaque pays, les alertes aux dangers et la préparation préalable, les observations océaniques, la gestion des données, la prévision, la diffusion des prévisions et des alertes, et le renforcement des capacités en matière de détection et de prévision des dangers, d'alerte et de communication avec la population et de prévention

des catastrophes et de planification préalable. Chacune des composantes de ce système multinational doit être capable de communiquer avec les autres ainsi qu'avec d'autres systèmes en place dans le monde entier.

Le 26 décembre 2004, lors de la survenue des tsunamis de l'océan Indien, un tel système n'était en place que dans le bassin de l'océan Pacifique, où

se produisent plus de 85 % des tsunamis du monde. Le Centre d'alerte aux tsunamis dans le Pacifique (PTWC) se trouve à Hawaï et relève du Service météorologique national de l'Administration nationale océanique et atmosphérique (NOAA) des États-Unis. Avant les tsunamis de l'océan Indien de 2004, il desservait le bassin du Pacifique en tant que centre d'alerte régional et de longue portée et centre local d'alerte aux tsunamis pour Hawaï. Aujourd'hui, il fait fonction de centre d'alerte intérimaire pour l'océan indien, en coopération avec l'Office météorologique japonais (JMA), et émet des bulletins sur les événements porteurs de dangers



Un technicien analyse les données recueillies par un sismographe numérique à une station géophysique de Banda Aceh (Indonésie) en novembre 2005.

DITA ALANGKARA © AP/WIDE



FADLAN ARMAN SYAM ©AP/WWP

Cette bouée fait partie d'un système d'alerte aux tsunamis élaboré par GITEWS (Contribution germano-indonésienne pour la mise en place d'un système d'alerte aux tsunamis). Des capteurs positionnés sur le plancher océanique, reliés à des bouées en surface, transmettent des données sur les activités sismiques et sur d'éventuels tsunamis à des stations d'observation.

dans l'océan Indien – et les Caraïbes – jusqu'à ce que des systèmes soient mis en place pour ces régions.

Grâce à un effort international massif, les composantes d'un tel système s'assemblent dans l'océan Indien. Au cours des 12 mois écoulés, selon l'UNESCO, 25 pays de l'océan Indien se sont dotés de centres de communications qui leur permettent de recevoir des bulletins d'alerte émis sur la base de données sismiques du PTWC à Hawaï et du JMA à Tokyo.

Le Service géologique des États-Unis (USGS) établit actuellement plusieurs nouvelles stations de surveillance sismique dans la zone où est survenu le séisme qui a déclenché les tsunamis de décembre 2004, près de la faille de Sunda au large de l'île de Sumatra, en Indonésie. Il œuvre à cette fin avec les gouvernements de l'Indonésie, de la Thaïlande, de Sri Lanka, de l'Inde et des Maldives pour améliorer la surveillance, la détection et la notification de tremblements de terre susceptibles de déclencher des tsunamis.

Étant donné qu'il ne s'écoule que 15 à 20 minutes entre le moment où un séisme se produit et celui où les vagues des tsunamis atteignent les côtes indonésiennes, ce sont les méthodes sismiques et pas les capteurs océaniques qui sont les plus indiquées. On procède

actuellement à l'installation d'une soixantaine de sismomètres, pour la plupart en Indonésie mais également dans les pays voisins, l'objectif à long terme étant d'en mettre en place une centaine dans la région. Dans cette initiative, l'USGS collabore avec le JMA, le ministère allemand des sciences et de la technologie et l'Administration sismologique de la Chine.

Les données sismiques peuvent renseigner ces centres nationaux sur la survenue d'un séisme d'une magnitude connue à un endroit donné, mais pas sur l'arrivée d'un tsunami ou sur l'absence de tsunami. Il faut pour cela des instruments de détection des mouvements océaniques à grandes profondeurs pour déterminer si un tsunami se propage en direction de zones côtières distantes. Ces instruments font défaut dans l'océan Indien, mais plusieurs pays, dont l'Inde (avec l'aide de l'Allemagne), l'Australie et la Malaisie (avec l'aide de la société Fugro, entreprise commerciale néerlandaise) ont entrepris d'en déployer.

Les maréomètres peuvent également aider à déterminer la réalité des menaces de tsunamis. Dans l'océan Indien, 32 de ces instruments ont fait l'objet de perfectionnements qui permettent de les utiliser à cette fin, dans le cadre d'un réseau international de la COI et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dénommé Système mondial d'observation du niveau des mers, qui recueille des données pour la recherche climatique et océanographique et pour l'étude du niveau des eaux côtières.

Un autre système international a également été mis au service de la détection des tsunamis: le Système mondial des télécommunications. Ce réseau mondial transmet des données météorologiques provenant de stations d'observation, de satellites et de centres de prévisions météorologiques qui ont été modifiées, avec l'aide de l'OMM et de la NOAA, pour véhiculer des informations relatives aux tsunamis.

« Comme nous l'avons constaté le 26 décembre 2004, dit Eddie Bernard, directeur du Laboratoire de l'environnement marin du Pacifique de la NOAA à Seattle (État de Washington), les tsunamis peuvent être des phénomènes mondiaux et il est donc important, lorsqu'il s'en produit un dans le monde, que le reste de la planète en soit informé. » ■

Cheryl Pellerin, rédactrice
Département d'État des États-Unis

LA MONDIALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

STEPHEN HEYNEMAN



M. Stephen Heyneman est professeur de politique internationale de l'éducation à l'université Vanderbilt de Nashville, dans le Tennessee. Il a travaillé 22 ans à la Banque mondiale, est invité dans des dizaines de pays et écrit régulièrement des articles pour des revues professionnelles.

De multiples influences mondiales affectent de nombreux aspects de notre vie quotidienne et donc nos stratégies pour faire face à ses défis. Dans les années 70, par exemple, on utilisait généralement des financements publics pour stimuler la croissance économique; aujourd'hui l'investissement privé est plus important que l'aide étrangère et l'aide publique.

Naguère, on faisait généralement reposer les décisions industrielles sur l'existence de fournisseurs situés à proximité et parlant la même langue; aujourd'hui on prend ce genre de décisions en se fondant sur l'avantage comparatif mondial des divers acteurs. Une usine de construction d'ordinateurs peut être située à Nashville, dans le Tennessee, ou en Irlande du Nord ou en Malaisie; une usine textile à Bangalore, en Inde, ou à Sonora, au Mexique et une exploitation agricole produisant des fruits d'hiver en Floride, au Chili, ou au Maroc.

L'ÉVOLUTION DES AMBITIONS NATIONALES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

L'enseignement supérieur, lui aussi, subit des influences mondiales. Aujourd'hui pratiquement tous les pays ont trois grandes ambitions dans ce domaine. D'abord, la demande d'accès à l'enseignement supérieur augmente partout dans le monde et le nombre des étudiants progresse rapidement. À la fin des années 60, la proportion des étudiants dans les jeunes de 18 à 22 ans ne dépassait 8 % dans aucun des pays d'Europe occidentale; aujourd'hui, elle n'est inférieure à 35 % dans aucun de ces pays. Partout dans le monde, le nombre d'inscrits progresse de 10 à 15 % par an, y compris dans les pays à revenu faible ou intermédiaire d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Résultat? Il y a désormais peu de pays où l'enseignement supérieur soit réservé à une petite élite, c'est-à-dire où il concerne moins de 15 % de la classe d'âge des jeunes. L'enseignement supérieur est devenu un «enseignement de masse». L'Université nationale autonome du Mexique compte 269 000 inscrits, l'Université de Delhi 309 000 et l'Université anatolienne, en Turquie, en a plus d'un million. L'Université islamique Azad, en Iran, qui est peut-être la plus importante université privée du monde, accueille 850 000 étudiants sur 145 campus. Il nous faut réviser l'image traditionnelle que nous pouvons avoir des établissements d'enseignement supérieur comme des sortes

de cloîtres, abrités des influences extérieures, consacrés à l'éducation d'une élite triée sur le volet. L'enseignement supérieur d'aujourd'hui est souvent impersonnel. Il y a de longues files d'attente pour accéder à des amphithéâtres vétustes et à des bibliothèques où manquent de nombreux livres; on y voit des murs fissurés couverts de peintures écaillées et des robinets qui fuient.

La seconde ambition de tout pays est d'améliorer la qualité de son enseignement supérieur. Or, les critères la définissant ont connu un bouleversement au cours de la dernière décennie. Pas d'enseignement supérieur de qualité aujourd'hui sans la modernité électronique que ce soit dans les salles de classe, les résidences universitaires, les bibliothèques, les laboratoires, ou les amphis. Les étudiants, en moyenne plus âgés, travaillent à temps partiel et vivent loin des campus. Les programmes de haute qualité ne se basent plus sur de bons manuels mais sur la disponibilité des informations les plus récentes, que leur source soit un document papier ou un fichier électronique. Les textes destinés aux étudiants sont scannés et mis à leur disposition sur le réseau de l'université. Les étudiants ont ainsi accès à toutes les informations dont ils ont besoin pour leurs études où qu'ils soient, même s'ils voyagent.

Les cours eux-mêmes ont évolué. Le cours n'est plus consacré à dispenser des informations aux étudiants, mais à l'analyse d'informations dont ils ont pris connaissance avant. L'internet et d'autres moyens électroniques ont transformé la bibliothèque universitaire, où professeurs et étudiants

Classement des universités d'Asie et d'Océanie en fonction du débit des équipements électroniques

Place	Universités	Largeur de bande par étudiant (kbps)	Classement général
1	Sun Yat-sen University (Taiwan)	33.53	20
2	Kyungpook National University (S. Korea)	29.76	35
3	Chungnam National University (S. Korea)	20.84	50
4	Australian National University	19.58	8
5	Taiwan Normal University	19.02	37
6	Seoul National University (S. Korea)	17.14	4
7	Tsing Hua University (Taiwan)	14.77	18
8	Kyoto University (Japan)	14.17	1
9	Chonnam National University (S. Korea)	13.52	34
10	Tohoku University (Japan)	11.84	2
11	Tianjin University (China)	11.54	46
12	Xi'an Jiaotong University (China)	10.81	54
13	National University of Singapore	7.1	5
14	University of Wollongong (Australia)	6.92	45
15	University of Adelaide (Australia)	6.88	26
16	Nagoya University (Japan)	6.58	11
17	Central University (Taiwan)	6.12	24
18	University of Melbourne (Australia)	6.06	9
19	Kasetsart University (Thailand)	5.56	63
20	Chao Toungh University (Taiwan)	5.5	28

SOURCE: <http://www.asiaweek.com>

L'accès à l'information est désormais le critère discriminant distinguant les bibliothèques excellentes des médiocres. Toutes les prestations universitaires, qu'il s'agisse de cours ou de documentation, sont disponibles au moyen d'équipements électroniques à haut débit. En fait, le débit offert par les équipements des universités fait désormais partie des critères permettant de les classer les unes par rapport aux autres (voir le tableau et le graphique). Les universités n'offrant qu'un faible débit ne peuvent prétendre être à la hauteur de celles qui offrent un haut débit.

Une troisième ambition commune à toutes les universités du monde est d'égaliser les chances de tous en offrant des bourses aux étudiants doués issus de milieux défavorisés. Beaucoup d'universités de haut niveau ont les moyens d'offrir une bourse à environ un étudiant sur trois, en sus de ce pourraient offrir les aides publiques.

ont moins besoin de se rendre, et fait progresser son niveau. Celui-ci était naguère défini par le nombre de livres qu'elle possédait; aujourd'hui il se définit par le volume d'informations auxquelles elle permet d'accéder. La différence est énorme. Toute bibliothèque universitaire de haute qualité a les moyens de faire partie de réseaux exclusifs où tout ce que chacun détient est mis en commun.

Ces réseaux sont internationaux: des bibliothèques universitaires d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord y adhèrent.

COMMENT FINANCER CES AMBITIONS ?

L'addition de ces trois ambitions coûte cher et peu de pays sont en mesure de financer leurs universités uniquement sur fonds publics. Confrontées à l'augmentation spectaculaire du nombre des étudiants et à la montée des attentes en matière de qualité et d'équité, les autorités publiques sont dramatiquement démunies et risquent fort de le rester. C'est un problème mondial : comment l'enseignement supérieur peut-il parvenir à financer ses ambitions et maintenir son objectif traditionnel de service public ?

La question se pose aux établissements tant publics que privés. Les crédits versés par leur État aux universités publiques américaines, par exemple, ne représentent plus désormais que 15 à 20 % de leur budget de fonctionnement ; c'est à chaque université de s'organiser pour financer le reste, ce qui conduit à une très grande similitude des stratégies et des objectifs de gestion des universités de haute qualité, qu'elles soient publiques ou privées. Pour boucler leur budget, les universités ne peuvent, que je sache, agir que dans quatre directions :

- elles peuvent tenter d'obtenir plus de leurs sources traditionnelles de recettes (par exemple en haussant les tarifs des droits d'inscription, en facturant des loyers pour les installations qu'elles mettent à disposition et en augmentant le recouvrement des frais généraux) ;
- elles peuvent faire appel à de nouvelles sources de revenu (par exemple en faisant payer des droits de copyright sur leurs inventions ou investissant sur des marchés d'actions) ;
- elles peuvent allouer leurs ressources actuelles de façon plus efficiente (par exemple en passant d'un financement par article à un financement global, en différenciant les salaires

des enseignants, etc.) ;

- enfin, elles peuvent éliminer des programmes ou services obsolètes (comme l'enseignement ménager).

Les choix dans tous ces domaines peuvent bien sûr susciter des controverses. Les universités de haute qualité non seulement parviennent à trouver des ressources, mais encore sont sages dans leur allocation et parviennent à préserver leur fonction de service public. Bien entendu, tous les établissements d'enseignement supérieur ne réussissent pas aussi bien à atteindre leurs objectifs financiers. Certains sont en retard, parce qu'ils n'ont pas encore pris conscience qu'une université qui veut rester à un haut niveau d'excellence doit impérativement prendre en main la gestion de ses finances.



Étudiants de l'université de l'État de Louisiane, ayant répondu à une offre de poursuivre en Allemagne leurs études interrompues par le cyclone Katrina, à leur arrivée à l'aéroport de Francfort, en Allemagne, en octobre 2005, accueillis par Peter Bodde, Consul général (à gauche) et Udo Corts, Ministre d'État pour les Sciences et les Arts du Land de Hesse (à droite).

BERND KAMMERER © AP/WIDEWORLD

Faut-il voir ce changement comme une évolution « mercantile » de l'enseignement supérieur ? Ou encore comme la mondialisation d'un « modèle américain » ? Je ne le pense pas. Personnellement, je vois cette nécessité d'accroître les ressources de l'enseignement supérieur comme résultant non pas d'une évolution mercantile mais d'une professionnalisation

dans la légitime poursuite de l'excellence, non comme l'adoption d'un modèle américain mais comme la réussite d'un modèle universel que doit adopter toute université pour répondre à une difficulté universelle, l'incapacité des ressources publiques à financer l'enseignement supérieur.

LA COHÉSION SOCIALE

Une autre tendance mondiale de l'enseignement supérieur mérite d'être mentionnée : c'est l'accroissement de son rôle dans la cohésion sociale du pays. Qu'il soit privé ou public, il peut favoriser ou non la coexistence pacifique des citoyens les uns avec les autres et avec ceux des pays voisins et permettre à ses diplômés d'être techniquement capables

de répondre aux attentes du marché du travail.

Que leur objectif principal soit l'enseignement, la recherche ou la formation professionnelle, toutes les universités ont deux grands moyens pour favoriser la cohésion sociale de la population. Le premier est le contenu même de l'enseignement, qu'il porte sur l'histoire, la culture, la biologie, la physique, l'ingénierie ou l'écologie, et le professionnalisme avec lequel cet enseignement est dispensé. Les universités de qualité se définissent par leur ouverture aux textes et aux faits du monde entier, diffusés librement à tous les étudiants sur autant de sujets qu'il est possible. Aucune grande université ne restreint l'accès à l'information.

Le second moyen dont dispose une université de favoriser la cohésion sociale est son influence sur le comportement de ses étudiants et son adhésion à des normes professionnelles exigeantes. Cela passe par la manière dont elle décerne honnêtement et équitablement ses titres académiques, dont son corps professoral et son personnel affichent et respectent le code de conduite de l'institution et enfin dont elle favorise la libre discussion et respecte les opinions opposées. Plus une université va dans ce sens, plus il y a de chance que ses étudiants développent leurs qualités humaines tout en acquérant connaissances et compétences et qu'ils enrichissent leur sens social en développant leur aptitude à se dépasser pour servir le bien commun, leur tolérance et leur compréhension à l'égard des vues et opinions des autres.

Plus les universités enrichissent les qualités humaines et sociales de leurs étudiants, plus haute est leur qualité

et plus elles renforcent la cohésion sociale de leur pays. A contrario, les universités où règne la corruption, où les diplômes et les décisions d'admission et d'accréditation peuvent être achetés, la menacent. Au lieu de susciter les bons comportements, elles façonnent des conduites néfastes pour l'avenir du pays.

La lutte contre la corruption dans l'enseignement supérieur est aujourd'hui un problème mondial aux enjeux considérables. Dans l'Union européenne, le processus de Bologne permet aux États membres d'harmoniser leurs systèmes d'enseignement supérieur pour permettre la mobilité des étudiants et des professeurs. L'UNESCO, de son côté, a publié de nouvelles directives d'accréditation qui permettent aux universités de tous les pays du monde de comparer la qualité de leurs programmes. La volonté d'une université de qualité de se comparer aux autres semble souvent liée à sa capacité de démontrer qu'elle n'est pas corrompue.

La charge de la preuve repose sur l'université soumise à l'examen. Si elle ne peut pas prouver son honnêteté, ses étudiants subiront un handicap durable sur le marché du travail, tandis que les contribuables se demanderont si est justifiée la dépense publique consentie pour financer cette institution.

En somme, il y a un modèle d'enseignement supérieur qui « marche » de plus en plus et il s'applique à toutes les régions du monde. C'est le modèle dans lequel les établissements d'enseignement supérieur sont eux-mêmes capables de financer leurs propres objectifs. Il est de plus en plus évident que l'enseignement supérieur a un rôle

unique à jouer dans la cohésion sociale d'une nation, mais ce rôle peut être négatif ou positif : négatif, il modèle un comportement non professionnel ; positif, il est à la hauteur des normes de conduite internationales. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les opinions ou la politique du gouvernement des États-Unis.



©AP/WWP
Étudiants qatariens suivant un cours de typographie à l'École des Arts de l'université du Commonwealth de Virginie, à Doha, au Qatar.

BIBLIOGRAPHIE (en anglais)

Documentation sur la mondialisation

Friedman, Thomas L. *The World Is Flat: A Brief History of the Twenty-First Century*. New York: Farrar, Straus, and Giroux, 2005.

Gugler, Josef, ed. *World Cities Beyond the West: Globalization, Development, and Inequality*. Cambridge; New York: Cambridge University Press, 2004.

"Measuring Globalization: The Global Top 20," *Foreign Policy*, no. 148 (May/June 2005): pp. 52-60. [Fifth Annual A.T. Kearney/Foreign Policy Globalization Index]

Naím, Moisés. "Globalization: Passing Fad or Permanent Revolution?" *Harvard International Review*, v. 26, no. 1 (Spring 2004): pp. 84-85.

Perrons, Diane. *Globalization and Social Change: People and Places in a Divided World*. London; New York: Routledge, 2004.

Veltmeyer, Henry, ed. *Globalization and Antiglobalization: Dynamics of Change in the New World Order*. Aldershot, Hants, UK; Burlington, VT: Ashgate, 2005.

CULTURE

Appiah, Kwame Anthony. *Cosmopolitanism: Ethics in a World of Strangers*. New York: W.W. Norton, 2006.

Cowen, Tyler. *Good and Plenty: The Creative Successes of American Arts Funding*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 2006.

Cowen, Tyler. "The Fate of Culture," *Wilson Quarterly* (Autumn 2002): pp. 78-84.
<http://www.gmu.edu/jbc/Tyler/fate-of-culture.PDF>

Hackett, Robert A., and Yuezhi Zhao, eds. *Democratizing Global Media: One World, Many Struggles*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 2005.

O'Sullivan, John. "The Role of the Media at a Time of Global Crisis," *International Journal on World Peace*, v. 21, no. 4 (December 2004): pp. 69-79.

Pells, Richard. "American Culture Goes Global: Or Does It?" *Chronicle of Higher Education*, v. 48, no. 31 (April 12, 2002): p. B7.

Pells, Richard. *From Modernism to the Movies: The Globalization of American Culture in the Twentieth Century*. New Haven, CT: Yale University Press, forthcoming.

Rantanen, Terhi. *The Media and Globalization*. Thousand Oaks, CA: Sage, 2005.

Robertson, Robbie. *The Three Waves of Globalization: A History of a Developing Global Consciousness*. Nova Scotia, [Canada]; Fernwood; New York: Zed Books, 2003.

Veseth, Michael. *Globaloney: Unraveling the Myths of Globalization*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 2005.

ÉCONOMIE

Barfield, Claude E., Günter Heiduk, and Paul J.J. Welfens, eds. *Internet, Economic Growth, and Globalization: Perspectives on the New Economy in Europe, Japan, and the USA*. New York: Springer, 2003.

Barker, Drucilla K., and Susan F. Feiner. *Liberating Economics: Feminist Perspectives on Families, Work, and Globalization*. Ann Arbor, MI: The University of Michigan Press, 2004.

Bhagwati, Jagdish N. *In Defense of Globalization*. New York: Oxford University Press, 2004.

Buch, Claudia M. *Globalization of Financial Markets: Causes of Incomplete Integration and Consequences for Economic Policy*. Berlin; New York: Springer, 2004.

Cavanagh, John, and Jerry Mander, eds. *Alternatives to Economic Globalization: A Better World Is Possible*. 2nd ed. San Francisco, CA: Berrett-Koehler, 2004.

Chandler, Alfred D., and Bruce Mazlish, eds. *Leviathans: Multinational Corporations and the New Global History*. Cambridge, UK; New York: Cambridge, 2005.

Das, Dilip K. *The Economic Dimensions of Globalization*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York: Palgrave Macmillan, 2004.

Drainville, André C. *Contesting Globalization: Space and Place in the World Economy*. London; New York: Routledge, 2004.

Hanson, James, et al., eds. *Globalization and National Financial Systems*. Washington, DC: World Bank, 2003.

International Monetary Fund. *U.S. Fiscal Policies and Priorities for Long-Run Sustainability*. Washington, DC: IMF, 2004.

Isaak, Robert A. *The Globalization Gap: How the Rich Get Richer and the Poor Get Left Further Behind*. Upper Saddle River, NJ: Prentice Hall/Financial Times, 2005.

Laudicina, Paul A. *World Out of Balance: Navigating Global Risks to Seize Competitive Advantage*. New York: McGraw-Hill, 2004.

Legrain, Philippe. *Open World: The Truth About Globalization*. Chicago: Ivan R. Dee, 2004.

Lele, Uma J., and Chris Gerrard. *Addressing the Challenges of Globalization: An Independent Evaluation of the World Bank's Approach to Global Programs*. Washington, DC: World Bank, 2004.

Mander, Jerry, and Victoria Tauli-Corpuz, eds. *Paradigm Wars: Indigenous Peoples' Resistance to Economic Globalization: A Special Report of the International Forum on Globalization, Committee on Indigenous Peoples*. San Francisco, CA: International Forum on Globalization, 2005.

Michie, Jonathan, ed. *The Handbook of Globalisation*. Cheltenham, UK: Northampton, MA: Edward Elgar, 2003.

Naím, Moisés. *Illicit: How Smugglers, Traffickers, and Copycats Are Hijacking the Global Economy*. New York: Doubleday, 2005.

Ocampo, José Antonio, and Juan Martin, eds. *Globalization and Development: A Latin American and Caribbean Perspective*. Palo Alto, CA: Stanford Social Sciences, Stanford University Press; Washington, DC: World Bank, 2003.

Pink, Daniel. *Free Agent Nation: The Future of Working for Yourself*. New York: Warner Business Books, 2002.

Rivoli, Piera. *The Travels of a T-Shirt in the Global Economy: An Economist Examines the Markets, Power, and Politics of World Trade*. Hoboken, NJ: John Wiley & Sons, Inc., 2005.

Runge, C. Ford, et al. *Ending Hunger in Our Lifetime: Food Security and Globalization*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press, for the International Food Policy Research Institute, 2003.

Rupert, Mark, and M. Scott Solomon. *Globalization and International Political Economy: The Politics of Alternative Futures*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 2006.

Smith, Neil. *The Endgame of Globalization*. New York: Routledge, 2005.

Stark, Jurgen. "The State of Globalization," *The International Economy*, v. 19, no. 2 (Spring 2005): pp. 52-55.

Stiglitz, Joseph. *Globalization and Its Discontents*. New York: Norton, 2002.

Weinstein, Michael M., ed. *Globalization: What's New?* New York: Columbia University Press, 2005.

Wolf, Martin. *Why Globalization Works*. New Haven, CT: Yale University Press, 2004.

ÉDUCATION

Heyneman, S.P. "Defining the Influence of Education on Social Cohesion," *International Journal of Educational Policy, Research and Practice* (Winter 2002/3): pp. 73-97.

Heyneman, S.P. "Education and Corruption," *International Journal of Education Development*, v. 24 (2004): pp. 637-648.

Moiseyenko, Olena. "Education and Social Cohesion: Higher Education," *Peabody Journal of Education*, v. 80, no. 4 (2005): pp. 89-103.

"A New World View: Education in a Global Era," *Phi Delta Kappan*, v. 87, no. 3 (November 2005): pp. 184-245.

Rumyantseva, Nataliya L. "The Taxonomy of Corruption in Higher Education," *Peabody Journal of Education*, v. 80, no. 1 (2005): pp. 81-92.

DROITS DE L'HOMME

Brysk, Alison, and Gershon Shafir, eds. *People Out of Place: Globalization, Human Rights, and the Citizenship Gap*. New York: Routledge, 2004.

Moghadam, Valentine M. *Globalizing Women*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press, 2005.

SÉCURITÉ

Barkawi, Tarak. *Globalization and War*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 2006.

Carmody, Padraig. "Transforming Globalization and Security: Africa and America Post-9/11," *Africa Today*, v. 52, no. 1 (Fall 2005): pp. 97-120.

Copley, Gregory R. "Preparing for the Post-Terrorism Era," *Defense and Foreign Affairs Strategic Policy*, v. 33, no. 9 (September 2005): pp. 2-4.

Echevarria, Antulio J. and Bert B. Tussing. *From "Defending Forward" to a "Global Defense-in-Depth": Globalization and Homeland Security*. Carlisle, PA: Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 2003.

Florida, Richard. "The World Is Spiky," *The Atlantic Monthly*, v. 296, no. 3 (October 2005): pp. 48-51.

Haas, Richard N. "The Politics of Power: New Forces and New Challenges," *Harvard International Review*, v. 27, no. 2 (Summer 2005): pp. 60-65.

Miskel, James F. "Grand Strategies for Dealing With Other States in the New, New World Order," *Naval War College Review*, v. 58, no. 1 (Winter 2005): pp. 63-75.
<http://www.nwc.navy.mil/press/Review/2005/Winter/art3-w05.htm>

Morgan, Matthew J. "The Origins of the New Terrorism," *Parameters*, v. 34, no. 1 (Spring 2004): pp. 29-43.
<http://carlisle-www.army.mil/usawc/Parameters/04spring/morgan.htm>

Nassar, Jamal R. *Globalization and Terrorism: The Migration of Dreams and Nightmares*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 2005.
<http://www.rowmanlittlefield.com/Catalog/SingleBook.shtml?command=Search&db=^DB/CATALOG.db&eqSKUdata=0742525031>

Nye, Joseph. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York: Public Affairs, 2004.

Rapley, John. *Globalization and Inequality: Neoliberalism's Downward Spiral*. Boulder, CO: Lynne Rienner, 2004.

Rosenau, James N. *Distant Proximities: Dynamics Beyond Globalization*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 2003.

Sicherman, Harvey. "Cheap Hawks, Cheap Doves, and the Pursuit of Strategy," *Orbis*, v. 49, no. 4 (Fall 2005): pp. 613-629.
<http://www.fpri.org/orbis/4904/sicherman.cheaphawksdoves.pdf>

U.S. National Intelligence Council. *Mapping the Global Future: Report of the National Intelligence Council's 2020 Project, Based on Consultations With Nongovernmental Experts Around the World*. Washington, DC: National Intelligence Council, 2004.
<http://www.foia.cia.gov/2020/2020.pdf>

Van Rooy, Alison. *The Global Legitimacy Game: Civil Society, Globalization, and Protest*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York: Palgrave Macmillan, 2004.

Le département d'État des États-Unis n'assume aucune responsabilité quant au contenu ou à la disponibilité des ressources susmentionnées. Tous les liens de l'internet étaient actifs en février 2006.

SITES INTERNET (en anglais)

GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

U.S. Agency for International Development
<http://www.usaid.gov>

U.S. Department of Health and Human Services
Centers for Disease Control and Prevention
<http://www.cdc.gov>

U.S. Department of State
<http://www.state.gov>

U.S. Treasury Department
Office of Foreign Assets Control
<http://www.ustreas.gov/offices/enforcement/ofac/index.shtml>

INTERNATIONAL

International Labor Organization
<http://www.ilo.org>

International Monetary Fund
<http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/041200.htm#II>

Japan Center for International Exchange
<http://www.jcie.or.jp>

Organization for Economic Cooperation and Development
Principles of Corporate Governance
<http://www.oecd.org/dataoecd/32/18/31557724.pdf>

Statistics Canada
<http://www.statcan.ca/english/freepub/11-623-XIE/2003001/multi.htm>

World Bank Group
<http://www.worldbank.org/html/extdr/pb/globalization>

World Health Organization
<http://www.who.org>

World Trade Organization
<http://www.wto.org>

UNIVERSITÉS ET ORGANISMES DE RECHERCHE

Bill and Melinda Gates Foundation
<http://www.gatesfoundation.org>

Carnegie Endowment for International Peace
Global Policy Program
<http://www.carnegieendowment.org/programs/global/>

Center for Strategic and International Studies
Globalization101.org
<http://www.globalization101.org/about/>

George Washington University
Center for the Study of Globalization
<http://gstudynet.com/gwcsg/>

The Globalization Website (Emory University)
<http://www.sociology.emory.edu/globalization/about.html>

International Forum on Globalization
<http://www.ifg.org>

World Economic Forum
<http://www.weforum.org>

AUTRES SITES

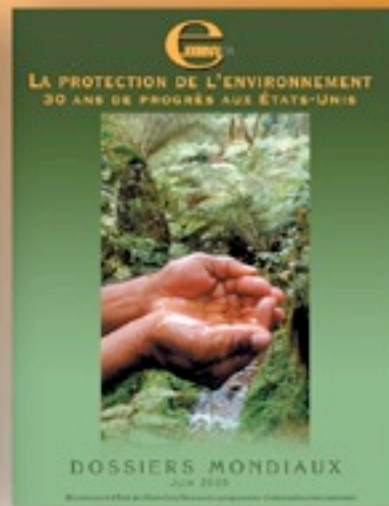
A. T. Kearney: Globalization Index 2005
<http://www.atkearney.com/main.taf?p=5,4,1,116>

Global Scenario Group
<http://www.gsg.org>

International Women's Tribune Centre
<http://www.irc.nl/page/7049>

A World Connected
<http://www.aworldconnected.org/>

Le département d'État des États-Unis n'assume aucune responsabilité quant au contenu ou à la disponibilité des ressources susmentionnées. Tous les liens de l'internet étaient actifs en février 2006.



**UNE
REVUE
MENSUELLE
PROPOSÉE
DANS
DIFFÉRENTES
LANGUES**



CONSULTEZ LA LISTE COMPLÈTE DES TITRES
<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>